

ASSEZ de lois racistes
et liberticides !

**DÉGAGEONS
DARMANIN**



Dossier

RÉVOLTE PAYSANNE EN INDE

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Damarnin-Le Pen:
le bal des vampires**
Page 2

PREMIER PLAN

**Crise sanitaire: construire une
alternative à l'autoritarisme et
à la paralysie** Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**Turquie. ÉtudiantEs et enseignantEs
de Bogazici: un exemple de
résistance face à Erdogan** Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Rapport Stora sur la Guerre
d'Algérie: un historien au service
de Macron** Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Damarnin-Le Pen : le bal des vampires

« Pour contrer Marine Le Pen, la majorité mise sur Gérald Darmanin » : ce titre du *Journal du dimanche* (8 février) pourrait faire sourire si la situation n'était pas aussi grave. Quelques jours avant le « débat » annoncé sur France Télévisions entre le ministre de l'Intérieur et la cheffe du Rassemblement national, on découvrait ainsi la nouvelle trouvaille du gouvernement et de ses conseillers en communication : Darmanin repart contre l'extrême droite.

« Pour contrer le choléra, la majorité mise sur la peste », a-t-on ironisé sur les réseaux sociaux. On ne saurait mieux dire ! Darmanin a commencé sa carrière politique au côté du député homophobe Christian Vanneste, avant de marcher avec La Manif pour tous. Darmanin méprise les féministes et est sous le coup d'une plainte pour viol et harcèlement sexuel. Darmanin explique, après avoir dissout le CCIF, que « c'est la grandeur de la démocratie et de la République » que de tolérer une organisation comme l'Action française. Darmanin veut faire la chasse aux rayons halal dans les supermarchés. Darmanin ironise sur les crimes policiers (« Quand j'entends le mot violences policières, personnellement, je m'étouffe »). Le rempart était tout désigné ! Le ministre de l'Intérieur incarne, probablement mieux que tous ses collègues du gouvernement, la « stratégie » de Macron qui, en moins de temps qu'il n'en faut pour détricoter le code du travail par ordonnances, est passé du « et de gauche, et de droite » au « et de droite, et d'extrême droite ». Et comme s'il ne suffisait pas de reprendre le vocabulaire et nombre de propositions du Rassemblement national, l'exécutif semble se complaire dans la mise en scène d'un duel Macron-Le Pen – y compris par Darmanin interposé – dans la perspective de la présidentielle.

Il n'est pas trop tard pour sortir de cette alternative mortifère, mais nous ne pourrions pour cela que compter sur nos mobilisations et sur la défense d'un projet politique radicalement en rupture avec un système toujours plus injuste et inégalitaire. Pour l'ensemble de son œuvre, Darmanin devrait dégager, et toute sa politique avec lui. L'heure est à la lutte pour nos libertés, contre l'autoritarisme et le racisme, pour en finir avec un pouvoir tout aussi dangereux qu'il est incompetent face à la crise sanitaire, préparant chaque jour un peu plus l'avènement du pire.

À la Une

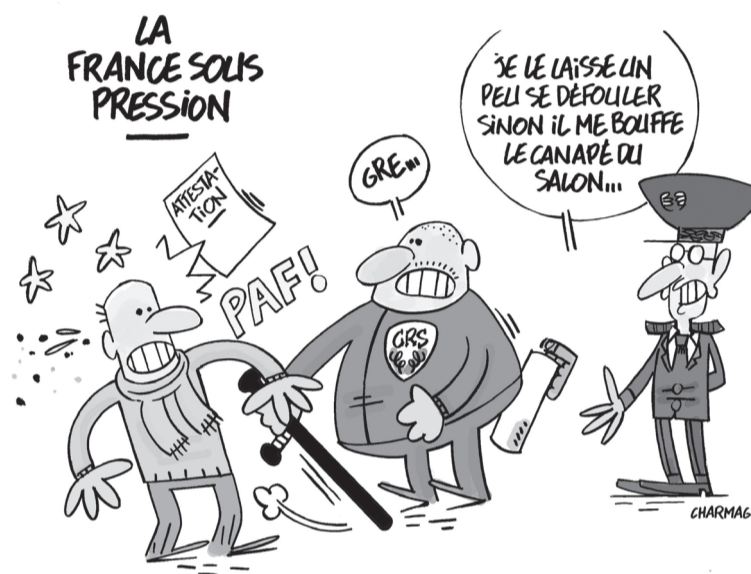
CRISE SANITAIRE Construire une alternative à l'autoritarisme et à la paralysie

Partout en Europe, la situation sur le front de l'épidémie devient critique. Après le Royaume-Uni c'est au Portugal, pays jusqu'alors relativement épargné, que l'on peut voir des images d'ambulances stationnant devant les hôpitaux dans l'attente de place pour les patientEs atteints de formes graves du Covid-19. Le gouvernement du pays a dû lancer un appel au secours pour tenter de faire face. Alors que les nouveaux variants du virus se répandent sur le continent, et que la campagne de vaccination balbutie, une course de vitesse est engagée pour éviter une évolution dramatique, hors de contrôle.

Pendant ce temps, en France, pour Emmanuel Macron, il est urgent d'attendre malgré les chiffres inquiétants et les mises en garde des professionnelEs de santé, qui voient le nombre de contaminations augmenter, les services hospitaliers se remplir et le nombre de patientEs en réanimation poursuivre une courbe ascendante. Le nombre de nouveaux patientEs positifs diagnostiqués quotidiennement reste autour de 20 000 quand l'objectif fixé était de 5 000 au lendemain du 2^e confinement. Le nombre de personnes en réanimation reste toujours supérieur aux 3 000 espérées. Dans les hôpitaux, la déprogrammation d'autres activités pour faire place aux patientEs Covid s'accélère.

VaccinéEs en 2026 ?

On assiste, cinq mois plus tard, à la répétition du scénario de la fin de l'été 2020. L'exécutif, qui n'avait pas tenu compte des multiples alertes venues du terrain, avait été contraint en catastrophe à un second confinement. La situation aujourd'hui est plus sérieuse à plusieurs titres. Les nouveaux variants (« anglais », « sud-africain »), beaucoup plus contagieux et potentiellement plus dangereux, risquent de devenir à court terme prédominants. Le système hospitalier est encore plus fragilisé et les personnels plus épuisés. La désespérance et l'exaspération saisissent des pans entiers de la société, du fait de la prolongation de la crise, des catastrophes sociales et psychologiques



qu'elle engendre, et de l'inefficacité des politiques menées malgré des contraintes autoritaires de plus en plus mal supportées. L'espoir de retour à une vie « normale » porté par la vaccination est douché par l'incapacité des institutions, tant au niveau européen que français de répondre aux exigences de la situation. Macron a beau promettre que toute la population adulte pourra être vaccinée d'ici fin août, les projections faites par l'outil indépendant « Covid Tracker » en prolongeant le rythme actuel situent l'échéance à novembre... 2026.

Les contradictions de l'exécutif

La paralysie qui frappe l'exécutif en ce moment décisif est le résultat

d'une contradiction dans laquelle il s'est lui-même enfermé. Faute d'apporter les réponses sanitaires et sociales nécessaires, il n'a d'autre solution à sa disposition que les mesures administratives autoritaires et punitives. Mais plus le temps passe, moins celles-ci sont praticables car rejetées par une partie grandissante de la population. Aussi l'exécutif retarde-t-il le plus possible l'annonce des contraintes, jouant délibérément avec la santé et la vie d'une partie de la population. Incapable d'anticiper par une politique préventive efficace, le pouvoir fait le choix cynique, qui se paiera en morts supplémentaires, d'attendre que la situation commence à être hors de contrôle pour faire accepter par la peur un nouveau confinement.

Il faut une nouvelle fois rappeler que, face à l'épidémie nous ne sommes pas condamnés à l'alternative biaisée : soit par déni du danger ou par fatalisme d'attendre que l'immunité collective soit atteinte au prix de milliers de vies brisées et de morts évitables, soit de se plier à un confinement ou à des contraintes autoritaires, qui ne constituent que des pis-alleurs aux effets sociaux, sanitaires et psychiques catastrophiques dans la durée et sont pour cette raison de plus en plus mal supportées.

Imposer une autre voie

Une troisième voie est possible, et c'est elle qu'il faut aujourd'hui imposer par la mobilisation unitaire des mouvements sociaux, organisations syndicales, partis, collectifs de citoyenEs autour : de revendications pour une politique de prévention certes faite de contraintes, mais intelligentes car construites avec la population et pour cette raison acceptées ; d'exigences pour le système de santé et l'hôpital public ; de garanties des revenus et des salaires, et de partage du travail entre toutes et tous ; d'accès de toutes et tous, par la réquisition des laboratoires pharmaceutiques et la suppression des brevets, à une vaccination universelle, rapide et transparente, sous contrôle citoyen. La dynamique lancée autour de l'appel « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! », et les initiatives qui seront prises autour de cet appel doivent contribuer à initier un tel mouvement.

Jean-Claude Delavigne

EXTRÊME DROITE Construire la résistance contre les homophobes de La Manif pour tous et les fachos

Les opposants à la loi « Sécurité globale » n'étaient pas les seuls à se mobiliser le week-end des 30-31 janvier. La Manif pour tous était également de sortie contre la loi bioéthique, qui contient l'ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

Des rassemblements et manifestations étaient organisés dans une soixantaine de villes, bien souvent ne dépassant pas 100 à 200 personnes, sauf à Versailles, avec un millier de participants, et Paris avec quelques milliers. Si les capacités logistiques perdurent, on est bien loin des 80 000 manifestants d'octobre 2019 et des 40 000 de janvier 2020. La baisse numérique significative démontre une perte de dynamique sur ce thème qui reste néanmoins structurant pour l'extrême droite, notamment autour des courants « catho tradi ».

Structuration d'un camp réactionnaire

On peut noter deux éléments importants. Le premier est le rôle idéologique qu'a joué La Manif pour tous (LMPT) autour de la libération de la parole homophobe, et donc réactionnaire, en particulier structurée autour des enjeux de la famille. Surfer sur la dénonciation de la destruction de la famille dans une période de crise du système est une recette qui a fonctionné et qui fonctionne encore. Cette bataille idéologique a des conséquences concrètes. LMPT

fait pression sur une partie de la droite mais aussi du gouvernement et c'est comme cela qu'on se trouve avec une loi au rabais et le non-vote de la loi par le Sénat. Le deuxième élément est que la persistance de ces mobilisations est le symbole de la structuration d'un camp réactionnaire derrière l'homophobie et la lutte contre l'égalité. Ce camp connaît également une radicalisation puisque le service d'ordre de ces initiatives était bien souvent organisé par des groupuscules d'extrême droite radicale, notamment

les identitaires au moins à Lyon et Toulouse. Les rassemblements ont en outre été l'occasion de mobilisation de ces groupes pour s'en prendre au contre-manifestantEs, les forces de police s'avérant plutôt peu réactives...

Derrière l'extrême droite radicale, le RN n'est jamais bien loin

Cette mobilisation doit s'analyser en lien avec celle de la Cocardie étudiante, qui a tenté de participer à la manifestation syndicale de l'éducation le mardi 26 janvier. Cette opération avait le double objectif de

BIEN DIT

La République jupitérienne n'est pas adaptée à la gestion d'une pandémie. Les citoyens ne sont pas des exécutants, ce sont eux qui doivent construire la digue.

« Covid-19 : "Saurons-nous cette fois éviter une quatrième vague ?" » (tribune collective), lemonde.fr, 3 février 2021.

Un monde à changer

VRAIMENT ANNULER LA DETTE PUBLIQUE.

Une centaine d'économistes européens ont lancé vendredi 5 février un appel à annuler la part des dettes publiques européennes détenue par la Banque centrale européenne (BCE). En effet, la BCE détient environ 25% des titres des dettes publiques des États de l'UE. Elle a racheté ces titres dans le cadre de sa politique de soutien aux banques et aux États menée depuis la crise de 2008-2009.

Ces économistes, de positions très diverses, soulignent l'absurdité d'une situation qui aboutit à ce que les États européens sont en quelque sorte endettés vis-à-vis d'eux-mêmes. Néanmoins, cette dette pèse sur leurs finances publiques au détriment d'autres dépenses. Ces économistes soutiennent que la BCE pourrait, soit annuler cette dette, soit la transformer en dette perpétuelle à taux zéro (ce qui reviendrait économiquement au même). C'est non, a immédiatement répondu Christine Lagarde. C'est une «*idée idiote*» a jeté un ancien économiste en chef du FMI. Une démonstration de plus qu'une idée, même tout à fait argumentée et qui ne remet pas en cause les rouages essentiels du capitalisme, peut être rejetée sans appel. La taxe sur les transactions financières, défendue pendant des années par ATTAC et toute une palette d'économistes internationaux, a connu pour l'essentiel le même destin. Au-delà des arguments techniques, ce fétichisme de la dette a une

explication simple: la dette publique est une référence utile aux gouvernements pour préparer les populations à des mesures d'austérité. Bruno Le Maire n'arrête pas de rabâcher que la dette devra être remboursée et Castex a installé en décembre 2020 une *Commission pour l'avenir des finances publiques* pour renforcer cette argumentation. La proposition du texte des économistes est pourtant fort modérée et elle s'accompagne de formules illusoire comme l'appel à «*un contrat entre les États européens et la BCE*» pour que «*le États s'engagent à investir les mêmes montants dans la reconstruction écologique et sociale.*» Comment croire qu'un tel contrat serait possible? Pour quelle reconstruction? Par des acteurs qui jusqu'à présent ont été plutôt des destructeurs? Des économistes radicaux ont signé ce texte, comme ceux qui appartiennent au CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Ils précisent ainsi leur position: «*Les membres du CADTM qui ont signé ce texte considèrent qu'il faut aller plus loin notamment en imposant aux grandes fortunes et aux grandes entreprises une importante taxe covid. Le CADTM considère qu'il faut accompagner l'annulation des dettes publiques d'une série de mesures anticapitalistes.*». C'est une évidence sous peine de faire d'une annulation, très partielle, une mesure sans guère de conséquences positives pour la plus grande partie de la population.

«*L*e voile n'est pas un vêtement anodin, c'est l'étendard de l'islamisme et de son idéologie.» Ainsi s'exprimait Éric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes, à l'Assemblée nationale le 2 février. Illustration parmi bien d'autres des propos tenus au Parlement et dans les médias par la droite et l'extrême droite à l'occasion de l'examen du projet de loi «*séparatisme*». Et dans la course à l'outrance, le Rassemblement national n'est évidemment pas en reste, avec par exemple les déclarations du député européen Jean-Paul Garraud, auteur d'un «*contre-projet de loi*»: «*Il ne viendrait pas à l'idée aujourd'hui de contester la lutte contre le nazisme. Ça tombe sous le sens. Eh bien, il faut que la lutte contre l'islamisme tombe également sous le sens.*»

«La mise en scène d'une république faible face à un séparatisme fort»

Face à ces déclarations et aux multiples amendements visant à durcir encore un peu plus la loi «*séparatisme*» en multipliant les interdictions et les atteintes aux libertés des musulmanEs, le gouvernement fait mine de s'offusquer. Comme si ce n'était pas lui qui avait ouvert la boîte de Pandore et fait délibérément le choix de jeter en pâture les musulmanEs avec ce projet de loi par essence stigmatisant et discriminatoire¹.

La dangereuse arnaque de la loi «*séparatisme*» a été brillamment résumée par le sociologue Marwan Mohammed le 9 décembre dernier

LOI «SÉPARATISME» Le gouvernement est responsable de la surenchère islamophobe

Comme on pouvait s'y attendre, l'examen du projet de loi «*séparatisme*», rebaptisé «*confortant le respect des principes de la République*», est l'occasion d'une surenchère islamophobe à l'Assemblée et dans les médias dominants. Une surenchère dont le gouvernement porte l'entière responsabilité.



lors de l'émission «*À l'air libre*» sur Mediapart: «*[La loi] met en scène une république faible face à un séparatisme fort*». On peut ainsi lire dans l'exposé des motifs de la loi cette formule: «*La république n'a pas suffisamment de moyens d'agir contre ceux qui veulent la déstabiliser*». C'est donc bien le registre de la menace existentielle qui a été adopté par le gouvernement, dans la droite ligne des déclarations

de Macron lors de son discours d'octobre 2020 consacré à la «*loi contre le séparatisme*».

Une loi islamophobe et liberticide

La surenchère actuelle n'est évidemment pas, dès lors, une surprise. Et le «*débat*» entre, d'une part, le gouvernement et, d'autre part, la droite extrême et l'extrême droite, malgré les mises en scène et les

effets de tribune, ne porte pas sur la logique générale du projet de loi. Pour ces gens, la question n'est pas de savoir si les musulmanEs doivent être visés par des mesures discriminatoires et liberticides, mais jusqu'à quel point ils et elles doivent l'être. Les débats caricaturaux et nauséabonds autour du port du voile (l'interdire partout ou «*seulement*» sur les lieux de travail?) sont à cet égard exemplaire.

Face à cette nouvelle déferlante islamophobe et liberticide, qui préfigure malheureusement le type de campagne présidentielle que certains voudraient nous imposer, il s'agit de ne pas tergiverser: contre l'islamophobie, sous toutes ses formes, et d'où qu'elle vienne; pour l'égalité totale des droits; en défense des libertés démocratiques, individuelles et collectives. De premières initiatives contre la loi «*séparatisme*» avaient été prises en décembre dernier: le NPA en a été partie prenante, comme il sera partie prenante de toutes les mobilisations à venir contre cette loi raciste et liberticide.

J.S.

1 - Sur le contenu du projet de loi, lire Roseline Vachetta, «*L'obscurantisme autoritaire de la Loi «*séparatisme*»*», *L'Anticapitaliste* n° 546, 3 décembre 2020.



NPA/TARIK

tenter de se donner une légitimité sur le terrain social tout en dénigrant le caractère «*totalitaire*» des «*organisations d'extrême gauche*». La Cocarde étudiante qui se revendique «*de droite*» est essentiellement composée de militants des droites extrêmes, qui coexistent avec des

militants de l'Action française, des identitaires. Son président n'est autre que l'attaché parlementaire de Jordan Bardella du RN. Il ne s'agit pas ici d'une coordination militante organisée par le RN, mais il faut comprendre l'impact de la diffusion des idées réactionnaires

et d'extrême droite qui se matérialise par les scores de ce dernier. Ce renforcement légitime l'action de l'extrême droite radicale même si celle-ci reste groupusculaire.

Rien n'est perdu mais il y a urgence à réagir!

Les récents exemples internationaux, aux États-Unis avec l'envahissement du Capitole, mais aussi le second attentat commis contre une femme noire trans, élue municipale de Rio de Janeiro, laisse à voir ce que signifierait pour les plus opprimés l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Les mobilisations du week-end des 30-31, comme les sondages récents qui donnent Marine Le Pen en tête au premier tour et à 48% au second doivent nous alerter sur l'urgence de la situation. Pour autant rien n'est perdu. L'élection présidentielle est dans plus d'un an et personne ne peut prédire quelles

mobilisations de masse auront lieu d'ici là. Des groupes de quelques dizaines de militants dans une dizaine de villes cela reste largement groupusculaire et maîtrisable à condition de s'en donner les moyens. En cela, les contre-manifestations des 30-31 sont un élément positif, bien que malheureusement elles n'aient été appelées que peu largement. L'enjeu est de construire une riposte militante antifasciste, pour l'égalité des droits, avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, contre l'extrême droite, ses idées et le tournant autoritaire du gouvernement. Un des enjeux sera à la fois d'ancrer cette riposte dans le mouvement ouvrier et dans notre classe mais aussi de mettre au cœur celles et ceux qui seront le plus touchés par l'extrême droite: les personnes racisées, les personnes LGBTI...
Mimosa Effe et Harry Smith

Version longue sur notre site lanticapitaliste.org

Le chiffre

6 500 milliards

C'est, en euros, le montant des actifs gérés par 55 000 sociétés offshore domiciliées au Luxembourg, d'après l'enquête «*OpenLux*», menée par le Monde et seize médias partenaires. Pour mémoire, le PIB nominal de l'ensemble du continent africain s'élevait en 2019 à environ 2 300 milliards d'euros.



Agenda

Samedi 13 février, rassemblement contre les troupes françaises en Afrique, Toulouse. À 14h, métro Jean-Jaurès.

Lundi 15 février, manifestation contre la répression étudiante – relaxe pour Selim, Barth, Victor et Ayoub, Nanterre (92). À 12h30, depuis le parvis de la gare de Nanterre-Université jusqu'au tribunal (lire page 9).

Vendredi 19 février, fête de la fin de la sous-traitance dans l'hôtellerie, Levallois (92). À 12h devant le Campanile Levallois, 72 rue Marius-Aufan à Levallois-Perret, métro Anatole-France.



À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

4 000 euros par mois, c'est classe moyenne.

FRANÇOIS BAYROU, RTL, 7 février 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TUNISIE 10 ans après la chute de Ben Ali : une révolution inachevée

Il y a dix ans, la « révolution du Jasmin » en Tunisie a provoqué l'effondrement de la dictature et « délogé » le dictateur Zine el-Abidine Ben Ali, avant de s'étendre à l'Égypte, puis à d'autres pays encore. Aujourd'hui, en Tunisie, la colère gronde et la révolution de 2011 a comme un goût d'inachevé.

Il y a plusieurs semaines des émeutes ont eu lieu dans les quartiers et gouvernorats les plus pauvres du pays, avant de laisser place à des manifestations de jour où l'on peut retrouver des étudiantEs, des chômeurEs et des travailleurEs réclamant « la dignité, le travail et le pain » ou encore « la chute du régime ». Le Parlement, le Premier ministre Hichem Mechichi, le président de l'ARP (assemblée des représentants du peuple) Rached Ghannouchi et les forces de police sont particulièrement dénoncées comme responsables de la situation.

Colères déconfinées

Prétendant pour éviter la propagation du virus, le gouvernement avait annoncé un confinement de quatre jours à partir du 14 janvier, jour anniversaire de la révolution de 2011 et date traditionnelle de manifestation. Chaque année le mois de janvier ravive le souvenir de la révolution, et est un mois de protestations et d'émeutes populaire contre la situation économique. Un confinement de quatre jours complètement inefficace du point de vue sanitaire, qui était surtout pour le gouvernement une façon de se prémunir d'une éventuelle vague de contestation plutôt que d'une vague de contamination ! Mais dès le soir du 14 janvier, la diffusion d'une vidéo montrant un jeune berger se faisant humilier par la police sous les yeux du maire à Siliana (dans le Nord-Ouest) est devenue virale, des émeutes ont éclaté dans plusieurs quartiers populaires, villes et gouvernorats, se répandant comme une traînée de poudre : blocages de routes et manifestations nocturnes se sont rapidement transformées en émeutes, pillage de magasins alimentaires (notamment de la chaîne Aziza, magasin alimentaire implanté dans les quartiers pauvres) et affrontements violents avec la police. Les émeutierEs, majoritairement des jeunes chômeurEs, sont sortis pour dénoncer la pauvreté grandissante, et ont fait face à une répression féroce et à de nombreuses arrestations (plus de 1600, dont 600 mineurEs, depuis le 14 janvier, selon la Ligue tunisienne des droits de l'homme). Des arrestations souvent sans mandat, à leur domicile, pour avoir participé aux émeutes ou avoir témoigné d'un soutien sur les réseaux sociaux. Beaucoup ont été condamnés à des peines lourdes, certains ont subi la torture dans les centres de détention. Le 25 janvier à Sbeitla (au centre de la Tunisie), Heikel Rachadi, un jeune manifestant, est mort des suites d'un tir de lacrymogènes dans la tête.

Contestation du système

La campagne médiatique et du gouvernement qualifiant les émeutiers de « voleurs » n'a pas réussi à diviser, mais bien au contraire à renforcer une colère latente : organisation de rassemblements devant les tribunaux, sur les places, ou de manifestations de rue qui ont non seulement exprimé une solidarité vis-à-vis des jeunes en demandant la libération des emprisonnéEs, mais se sont aussi transformées en contestation du système.

Le 6 février des milliers de personnes se sont encore rassemblées malgré un fort dispositif policier sur l'avenue Habib-Bourguiba de Tunis, à l'occasion de la de commémoration de l'assassinat, le 6 février 2013, de Chokri Belaid, figure de la gauche contre l'islam politique. Les Tunisiens ont toutes les raisons de sortir aujourd'hui pour dénoncer un État policier, la pauvreté, le chômage... Certains appellent à poursuivre la révolution de 2011, car le seul moyen de s'assurer enfin que les promesses du gouvernement adviennent un jour c'est bien de se saisir de ses affaires soi-même !

Andrée Obs



YASSINE GAIDI

ÉTATS-UNIS Biden avance tandis que les Républicains s'alignent derrière Trump

Joseph Biden, en poste depuis moins d'un mois, a continué à aller de l'avant avec son programme visant à la fois à résoudre les crises sanitaire et économique américaines et à réaffirmer la domination mondiale des États-Unis. Alors que Biden a défini son plan de soutien face aux conséquences de la pandémie, les Républicains se sont alignés derrière Trump, dont le procès en destitution a commencé au Sénat.

La crise sanitaire et économique se poursuit avec 465 000 décès dus à la pandémie, plus de vingt millions de chômeurEs et des millions de personnes confrontées aux expulsions et à la faim. Les positions de Biden en ce début de mandat en matière de politique intérieure et étrangère sont moins conservatrices que certains à gauche ne l'avaient prédit, tandis que la scission attendue au sein du Parti républicain ne s'est pas produite. Dans quelle situation cela met-il la gauche ?

Premières mesures de Biden

Biden, qui a souvent tendance à chercher le compromis, semble pourtant décidé à faire avancer son plan de relance de 1900 milliards de dollars pour faire face aux crises sanitaire et économique. Les Républicains ne veulent qu'un programme de moins de la moitié de cette taille. Les Démocrates, cependant, n'ont qu'une majorité d'un vote au Sénat et seulement une majorité de dix voix à la Chambre, et au moins un sénateur démocrate a remis en question le plan Biden. En politique étrangère, dans un renversement des positions de Trump, Biden a mis fin à l'aide militaire à l'Arabie saoudite dans sa guerre contre les rebelles houthis au Yémen. La guerre saoudienne a fait plus de 100 000 tués dont plus



WIKIMEDIA COMMONS

de 15 000 civilEs, tandis que 85 000 Yéménites sont morts de famine et 2500 du choléra. Même si l'aide US prend fin, les Saoudiens et leurs alliés ont suffisamment d'armes pour continuer la guerre. Cependant, le changement de politique de Biden pourrait être un premier pas vers la fin de l'horreur. Biden explore également la possibilité de rejoindre l'accord sur le nucléaire iranien, cherchant à rapprocher les positions des États-Unis de celles de leurs alliés d'Europe occidentale.

Bloc républicain ?

Beaucoup, comme l'écrivain de gauche Mike Davis, avaient prédit qu'après l'attaque du 6 janvier contre le Capitole, le Parti

républicain se diviserait. Cela ne s'est pas encore produit. La domination de Trump semble clairement se poursuivre. Lors du vote du Congrès pour reconnaître la victoire de Biden aux élections, 7 sénateurs et 120 membres de la Chambre des représentants ont voté contre. Lors du vote sur la destitution de Trump à la Chambre, 272 Démocrates et seulement quelques Républicains ont voté pour la destitution, mais 197 Républicains ont voté contre. Ces votes reflètent la crainte des Républicains d'offenser Trump et sa base.

Le test le plus récent pour les Républicains est le cas de la députée nouvellement élue Marjorie Taylor Greene qui, depuis son élection,

est soutenue par Donald Trump. Greene a affirmé que l'ancien président Barack Obama était musulman. Elle a soutenu les théories complotistes de QAnon, qui croit qu'un groupe de pédophiles dirige le gouvernement américain. Elle a également fait valoir que l'attaque du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York n'a pas impliqué d'avions de ligne mais était le résultat d'un sabotage interne. Et elle a dit que les fusillades dans les écoles au cours desquelles des dizaines d'enfants sont morts étaient des événements organisés pour justifier de nouvelles lois sur le contrôle des armes à feu. Comme si cela ne suffisait pas, elle a affirmé que des faisceaux laser contrôlés par la famille Rothschild ont déclenché des incendies de forêt en Californie au profit des hommes d'affaires juifs.

Poussé à la sanctionner, le Parti républicain s'est en fait rallié autour d'elle : quand lors d'une réunion des élus, elle a déclaré qu'elle répudiait ces théories, elle a été ovationnée. Dans un geste sans précédent, les Démocrates ont dépouillé Greene de toutes ses affectations dans des commissions, annulant son influence à la Chambre. Quant au procès en destitution de Trump, vu la crainte qu'il inspire aux Républicains, il y a peu de chances qu'il soit condamné.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

G5 SAHEL En finir avec la présence militaire française en Afrique

Les grandes manœuvres se poursuivent du côté de la Françafrique, quelques jours avant la réunion du « G5 Sahel ».

Entre le 2 et le 20 janvier, dans le cadre de l'opération « Éclipse », les troupes françaises, épaulées de soldats du Burkina Faso, du Niger et du Mali, guerroyaient aux frontières entre ces trois pays. Le 18 janvier, Macron recevait à Paris Idriss Déby, ancien chef militaire rebelle du Tchad devenu depuis 1990 président du pays et ami de la France. Le 27, était reçu à son tour Bah N'Daw, président du Mali nommé par les officiers ayant renversé il y a quelques mois le président en place. Macron et son gouvernement ont fait quelques remontrances aux putschistes, imposé quelques sanctions économiques dont a pâti la population, mais la réconciliation est là, avec ce rendez-vous fixé à N'Djamena au Tchad les 15 et 16 février prochains pour un sommet du G5. Il s'agit d'une alliance militaire regroupant Tchad, Mali, Niger, Burkina Faso et Mauritanie, sous l'égide de la France.

L'armée française ensablée au Sahel

Les organisateurs de la conférence affichent le tableau de chasse de l'Éclipse : 100 djihadistes abattus. Moins de publicité est faite aux « morts pour la France », ces militaires que Macron enterre en grande pompe, morts pour les profits de Bolloré, Bouygues et Total. Et moins



WIKIMEDIA COMMONS

encore aux victimes de l'armée française, comme les participantEs à un mariage au Mali, bombardés « par erreur » au début janvier.

Si Macron rêve de pouvoir soustraire à des troupes africaines une partie des opérations de l'armée française au Sahel, c'est que celle-ci est de plus en plus honnie des populations. Les manifestations demandant son départ se multiplient. Les gouvernants français annoncent un retrait militaire depuis l'intervention au Mali en 2013, sous Hollande (opérations Serval puis Barkhane). Mais comme

les États-Unis en Afghanistan, la France s'incruste et s'ensable au Sahel, et se rend directement et indirectement coupable de terribles exactions et massacres.

Mécontentements populaires

Au Mali, en renversant en août dernier le président chéri de la France, Ibrahim Boubakar Keita (IBK), les militaires espéraient surtout prendre les devants du mécontentement social, exprimé depuis la fin 2019 et le début 2020 par des grèves et des manifestations de rue. Le démagogue islamiste Dicko qui a

surfé sur les manifestations du printemps dernier, comme les leaders de l'opposition « démocratique » à IBK se sont vite accommodés du pouvoir des putschistes – tandis que la population pauvre déchantait. En témoignent les nouvelles manifestations contre la présence de l'armée française (encore le 10 janvier dernier). En témoignent surtout les grèves de décembre 2020 dans le secteur public contre le non paiement de primes et les bas salaires, ou dans les mines d'or contre les bas salaires et les conditions de travail très dures. Des grèves que n'a pas intimidées la déclaration du président Bah N'Daw : « Avec l'état actuel du Mali, comment quelqu'un qui jouit de toutes ses facultés mentales peut parler de grève, a fortiori, partir en grève ».

Au Tchad, en tête des manifestations de ces derniers jours contre l'annonce d'un sixième mandat présidentiel pour Déby, s'impose aussi un politicien aux dents longues, chef d'un parti des « Transformateurs », ancien cadre de la Banque africaine de développement. Mais c'est surtout la colère sociale qui s'exprime dans la rue. Des grèves ont repris ce mois-ci dans le secteur public et menacent certaines entreprises privées comme l'entreprise CotonTchad SN, vendue par l'État à un trust singapourien. Avec ce prochain G5, le rôle de gendarme de la France dans cette partie de l'Afrique, pour le compte de multinationales de divers horizons, n'est pas mort. En face, le vent de la révolte reprend ses tours.

Olivier Belin

L'acceptation sous réserve du banquier Draghi a suffi pour rassurer les marchés : le spread¹ redescend au-dessous de la barre des 100 points et la bourse de Milan a enregistré un bond de 2%. La référence à un probable gouvernement Draghi ne date pas d'hier. Reprise par les principaux quotidiens italiens, l'interview publiée par le *Financial Times* à la fin de son mandat à la BCE semblait déjà préfigurer cette issue.

Les milliards de l'Europe «ne sont pas un cadeau»

L'opération de la présidence vise avant tout à sécuriser les 220 milliards du Recovery, l'aide européenne pour la reprise et la résilience, dont la réception est soumise à la mise en place d'un plan de réformes observant la doctrine de Bruxelles. Selon le quotidien *Il Sole 24 ore*, la dette que l'Italie accumulera d'ici 2026 sera de 427 milliards en doublant les fonds du plan de l'Union européenne. Comme l'a précisé Mario Draghi, ceux-ci «ne sont pas un cadeau mais un engagement avec l'UE afin de stimuler la croissance du pays en pointant sur la conversion verte et le digital». Le banquier-politique affirme également vouloir donner la priorité aux jeunes et à la cohésion sociale. Mais ces bons propos devront rentrer dans les clous. Les investissements du Recovery doivent en effet privilégier des objectifs mesurables et prévoir l'inclusion des réformes structurelles dictées par Bruxelles, en particulier en matière de justice, concurrence, transformation de l'administration publique, fiscalité et marché du travail.

ITALIE Mario Draghi appelé à «sauver» le pays de la crise

Le 26 janvier, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a démissionné suite aux pressions exercées par Matteo Renzi, l'ancien secrétaire du Parti démocrate (PD) actuellement à la tête du mouvement libéral «Italia Viva» (2%). La balle est donc retournée dans le camp du président de la République Sergio Mattarella, qui a fait appel à Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, pour former un gouvernement «technique».

Les défis du gouvernement Draghi

En constituant un cas isolé en Europe, la coalition jaune-rouge² de Giuseppe Conte avait décrété le gel des licenciements jusqu'à la fin de mars 2021. Les 5 Étoiles peuvent en outre vanter la mise en place du décret dignité (censé endiguer la précarité) et du revenu de citoyenneté. Pour leurs détracteurs, ces mesures aboutissent à un système d'assistantat dans un pays où la conquête du SMIC n'a pas encore été atteinte. L'autre point critique est constitué par le plan de relance de l'industrie. La majorité entrante héritera de plusieurs dossiers complexes parmi lesquels on retrouve celui de l'entreprise de télécommunications Tim-Open fiber, l'Ilva de Taranto (dont l'État devrait devenir l'actionnaire principal en 2022), Whirlpool ou encore Alitalia. L'obsolescence des infrastructures, le maintien des anomalies dans le secteur de l'audiovisuel et la chute vertigineuse du PIB (-8,8% en 2020) viennent compléter le cadre.

De gauche à droite, tout le monde avec Draghi!

Les différentes forces parlementaires sont favorables à une collaboration



Mario Draghi, WIKIMEDIA COMMONS

avec Mario Draghi avec une seule exception : celle du parti d'extrême droite «Fratelli d'Italia» qui a, dès à présent, fermé la porte au banquier. Berlusconi est disponible et La Ligue de Matteo Salvini semble avoir assoupli son anti-européisme tout en déclarant vouloir d'abord voir les cartes. Au centre-gauche, Nicola Zingaretti (à la tête du Parti démocrate) souhaite garder l'alliance avec les 5 Étoiles (M5S) afin de préserver le patrimoine construit avec le gouvernement Conte bis. La position du M5S est plus délicate : si la dimension anti-politique leur a valu une entrée triomphale au Parlement en 2018 (première force avec 33% des suffrages), le MoVimento a depuis engagé un processus d'institutionnalisation

qui pourrait l'amener à accepter une troisième coalition. La longue conversation téléphonique entre Mario Draghi et Beppe Grillo, le comique fondateur du mouvement, constitue peut-être un premier pas dans cette direction, après deux accords de gouvernement politiquement opposés : le premier avec la Ligue et le deuxième, plus solide, avec le PD.

Loin d'être une force anti-système, le M5S contribue à alimenter la philosophie néolibérale dans son objectif d'aplatissement de la dimension politique au profit d'une gestion technocratique de la société.

Non, monsieur Grillo, pour changer le système, il ne suffit pas de remplacer une classe de politiciens de profession par des citoyens ordinaires, il faut que la classe se mette en action et produise collectivement un nouveau projet de société.

Hélène Marra

1 – Le «spread» est l'écart entre les taux d'emprunt italien et allemand à dix ans, un indicateur de la perception du risque par les investisseurs.

2 – Les deux principaux membres de la coalition étaient le Mouvement 5 étoiles et le Parti démocrate.

ISRAËL Fureur gouvernementale contre la Cour pénale internationale

La décision de la Cour pénale internationale (CPI) confirmant vendredi [5 février] sa compétence pour les crimes de guerre commis dans le territoire palestinien occupé (TPO) a fait des vagues en Israël, en Palestine et dans le monde ces derniers jours, les dirigeants israéliens travaillant sans relâche pour discréditer la Cour et rejeter la décision.

L'annonce de vendredi [5 février] fait suite à une demande du Bureau du Procureur de la CPI, datée de janvier 2020, visant à confirmer la portée du mandat de la Cour en Palestine, et à confirmer la compétence territoriale de la Cour «aux territoires occupés par Israël depuis 1967, à savoir Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est».

«De l'antisémitisme pur»

La Cour mène depuis 2014 des enquêtes préliminaires sur les crimes de guerre potentiels commis par Israël dans les territoires palestiniens occupés et, en décembre 2019, le procureur en chef de la CPI, Fatou Bensouda, a conclu qu'il y avait une base pour enquêter sur Israël, et les autorités palestiniennes, pour des actions criminelles en Cisjordanie et à Gaza.

À l'époque, Bensouda a déclaré qu'«il y a des raisons de croire que des crimes de guerre ont été commis», désignant l'offensive israélienne de 2014 à Gaza, la construction de colonies en Cisjordanie, et les manifestants palestiniens abattus à la frontière de Gaza lors des manifestations de la Grande Marche du retour de 2018.

La juridiction de la cour englobera également les crimes potentiels commis par les factions palestiniennes armées à Gaza. [...]

Alors qu'il pourrait s'écouler des années avant que les dirigeants israéliens ou les responsables militaires et sécuritaires (passés et présents) ne soient inculpés et jugés pour leurs crimes devant la cour, les responsables israéliens ont fait preuve d'un mépris total vis-à-vis de la décision de la Cour. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a réitéré ses précédentes critiques à l'égard de la Cour et de la poursuite des enquêtes sur les crimes de guerre israéliens, condamnant la décision de vendredi comme étant «de l'antisémitisme pur». Dans une vidéo diffusée ce week-end, Netanyahu a qualifié les crimes israéliens en question de «faux crimes de guerre» et a accusé la Cour de cibler spécifiquement Israël. Netanyahu a promis aux Israéliens qu'en tant que Premier ministre, il «combattrait de toutes ses forces cette perversion de la justice», tout en secouant son poing devant la caméra.

Inquiétudes au sommet

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Gabi Ashkenazi, a déclaré que cette décision «fausse le droit international et transforme cette institution en un outil politique de propagande anti-Israël». [...] Le cabinet a fait valoir que la CPI n'a «aucune autorité» pour déclarer sa juridiction territoriale dans les territoires palestiniens occupés, en raison du fait qu'Israël n'est pas un État membre et que la Palestine n'est pas internationalement reconnue comme un État souverain, a rapporté Haaretz.

Malgré le refus de reconnaître l'autorité de la Cour, les responsables israéliens semblent encore assez troublés par la décision de vendredi, Haaretz signalant dimanche que «des centaines de hauts responsables de la sécurité israélienne, passés et présents, devraient être convoqués pour des briefings, de crainte qu'ils soient arrêtés à l'étranger».

Haaretz ajoute que certaines personnes, dont les noms figurent sur une liste confidentielle de fonctionnaires potentiellement recherchés pour crimes de guerre par la Cour, pourraient éventuellement se voir demander par les responsables de la sécurité de s'abstenir de se rendre à l'étranger pour éviter d'être arrêtés ou jugés.

Yumna Patel, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur <https://mondoweiss.net/2021/02/israeli-officials-working-in-overdrive-to-thwart-icc-probe-into-possible-war-crimes/>

TURQUIE ÉtudiantEs et enseignantEs de Bogazici : un exemple de résistance face à Erdogan

Cette nomination inhabituelle d'un recteur qui ne fait pas partie du corps enseignant de l'université – et par ailleurs accusé de plagiat – s'inscrit dans le cadre de toute une série d'interventions menées par le président et son clan depuis plusieurs années afin de réformer l'enseignement supérieur à l'image de son régime autocratique.

Mobilisation massive

L'université du Bosphore était une des dernières à échapper à l'emprise de la sphère politique et à conserver une certaine autonomie et une culture démocratique doublée d'une qualité académique largement supérieure à la moyenne du pays. Pour briser l'isolement de son recteur Melih Bulu et surmonter la crise, Erdogan a fini par «fonder», vendredi dernier, par décret (!) deux nouvelles facultés (de communication et de droit) au sein de Bogazici, dont le futur personnel universitaire procurera donc à Bulu le soutien dont il a besoin au niveau administratif. La mobilisation massive d'abord des étudiantEs, puis des professeurEs qui, chaque jour, manifestent en tournant le dos au bureau du recteur (surnommé «Kayyum») en référence aux administrateurs placés à la tête des villes kurdes pour remplacer les maires élus, la plupart emprisonnés) a aussi obtenu le soutien actif de larges couches de la population, même si au niveau directement politique les principaux partis d'opposition ont mis du temps à

Les étudiantEs et les professeurEs de l'université du Bosphore («Bogazici» en turc) protestent depuis maintenant plus de cinq semaines contre la nomination par le président Erdogan d'un nouveau recteur, académiquement médiocre mais qui lui est inféodé.



@KILICBIL

s'y joindre. Le fait que les étudiantEs conservateurs – et de façon visible, les jeunes femmes voilées – fassent partie des manifestantEs est aussi un événement important à souligner car ceci déconstruit complètement la représentation idéologique de toute contestation du pouvoir comme un coup monté des adversaires de la nation et de la religion.

Féroce répression

Coups de pied, coups de poing, balle en caoutchouc, étudiantEs traînés par terre... la répression policière a été brutale. Des centaines d'étudiantEs et de manifestantEs solidaires de leur combat ont été

interpellés tout au long de ces dernières semaines à Istanbul comme dans d'autres villes; huit parmi eux ont été mis en détention provisoire (qui peut durer plusieurs années avant de comparaître au tribunal) et 24 personnes ont été assignées à résidence avec menotte électronique au pied – ce qui semble être le nouveau mode de châtiement préféré par le régime.

Au niveau idéologique, le régime a mobilisé les pires arguments du populisme autoritaire à commencer par «l'élitisme» de cette université – où l'enseignement est en anglais – qui ne serait pas accessible «au peuple». Ensuite ce fut au tour de la

communauté LGBTI de l'université d'être criminalisée pour «profanation», sous prétexte qu'une image de la Mecque avec des drapeaux arc-en-ciel aurait été exposée dans la cour de l'université. Face au rejet massif de Melih Bulu, le pouvoir a cru ainsi bon de jouer sur la polarisation entre les «dégénérés LGBT» (dixit le ministre de l'Intérieur S. Soylu) et la nation pieuse. Ce fut un déchainement de violence verbale homophobe initiée par le président lui-même et repris bien entendu sur les réseaux par ses hordes de trolls. Et Erdogan a finalement expliqué à l'opinion publique que ceux qui manifestaient n'étaient pas des étudiantEs mais des... terroristes, bien entendu à la solde des États occidentaux qui veulent empêcher l'ascension (sic) de la Turquie. Son principal allié fasciste, Devlet Bahçeli (chef des «Loups Gris») a surenchéri en expliquant que ces «barbares et vandales» n'étaient pas des enfants de la nation mais «des serpents venimeux dont il faut écraser la tête». Mais pour le moment rien n'y fait, les étudiantEs et enseignantEs de Bogazici restent soudés et montrent, par leur détermination, leur créativité, leur unité à travers le respect des différences, un exemple de résistance qui, toutes proportions gardées, n'est pas sans rappeler celle du Parc Gezi... À Istanbul, Uraz Aydin



RÉVOLTE PAYSANNE EN INDE

UN BRAS DE FER GÉANT... ET INÉDIT

Des fossés géants creusés sur la chaussée, des panneaux métalliques et des blocs de béton qui bloquent l'entrée de Delhi, des milliers de policiers et paramilitaires déployés dans toute la ville, le 6 février dernier, les habitantEs de la capitale fédérale indienne pouvaient à nouveau constater les préparatifs quasi-militaires du pouvoir en place contre les quelque 250 000 paysanEs qui assiègent pacifiquement la ville depuis la fin du mois de novembre.

Des scènes similaires se sont reproduites dans de nombreux États du pays pour faire face à l'appel aux blocages des routes lancé par les dirigeants du mouvement paysan. Cette journée de tensions et d'affrontements n'est pourtant que la dernière péripétie d'un bras de fer qui dure depuis l'été et qui oppose le « Centre », le gouvernement fédéral dirigé par Narendra Modi, à un véritable soulèvement paysan dont l'épicentre se trouve dans les grands États agricoles du nord (Pendjab, Haryana, Uttar Pradesh, etc.). La cause de ce bras de fer inédit est l'adoption au Parlement des trois Farm Bills le 5 juin dernier.

Les Farm Bills

Ces « lois sur la libéralisation du commerce agricole » visent explicitement à dynamiser le marché agricole indien, extrêmement réglementé depuis l'indépendance (1947) et la Révolution verte (dans les années 1960). Concrètement, ces nouvelles lois doivent aboutir d'une part à supprimer les *Mandis*, les quelque 7 000 marchés agricoles aux mains des États régionaux où les agriculteurEs se voient offrir la garantie de pouvoir écouler leurs stocks selon un volume et des prix fixés à l'avance, ainsi que



WIKIMEDIA COMMONS

les « prix agricoles minimums » garantis par l'État. D'autre part, il s'agit de réduire au minimum les « produits agricoles essentiels » dont l'achat pour la population pauvre est largement subventionné par l'État. Ce projet de libéralisation agricole s'accompagne parallèlement d'une offensive en

régle de l'État central contre les États fédérés, le premier s'autorisant désormais à légiférer sur des domaines qui lui échappaient jusque-là.

La révolte paysanne

La presse pro-gouvernementale présente systématiquement la

révolte contre les Farm Bills depuis ses débuts comme un mouvement manipulé par les riches capitalistes agraires sikhs du nord. Et en effet, au début du mouvement ce sont surtout les dirigeants des unions paysannes du Pendjab ou de l'Haryana qui ont été interviewés, et les *Arhtiyas*

– les gros négociants et courtiers en grains sikhs du Pendjab, qui contrôlent une bonne partie du commerce du blé et du riz dans les *Mandis* – désignés par Narendra Modi et ses alliés comme leurs principaux adversaires. Le fait qu'une grande partie des manifestantEs qui assiègent Delhi depuis novembre soient Sikhs et que, lors des émeutes du 26 janvier, jour de fête nationale, le *Nishan Sahib*, le drapeau sikh, ait été hissé au sommet du Fort Rouge par des jeunes, excités ou manipulés, a permis à la presse gouvernementale de tirer à boulets rouges sur cette prétendue menace sikhe contre l'unité indienne.

Pourtant le mécontentement actuel est loin d'être un simple mouvement de défense des « privilèges » des paysanEs du nord. La direction du mouvement paysan compte actuellement près de 500 organisations, issues de nombreux États, même si incontestablement le mouvement reste plus fort dans les États du nord. De plus, les dirigeants paysans insistent depuis le début sur le fait que leur mouvement représente les intérêts de l'ensemble de la paysannerie et de la population. Un discours remarquable dans un pays où la paysannerie est historiquement divisée en de multiples couches du fait des différences régionales, de castes, de religions, etc. et où la plupart des mouvements de contestation, ainsi bornés par les revendications identitaires, ne se rejoignent pas quand ils ne s'opposent pas les uns aux autres.

Une situation explosive

Même si la plupart des manifestations et des émeutes ont eu lieu dans les États du nord, la mobilisation s'étend aussi dans les régions du sud, preuve que la politique de libéralisation agricole de Modi a réussi le tour de force de fédérer une large part du monde paysan – qui occupe au moins de 40 % de la population active du pays – contre elle. Une situation potentiellement très explosive quand on sait que les neuf dixièmes des paysans indiens possèdent moins de deux acres de terre (0,8 hectare), voire pas de terre du tout, et que la situation de la petite paysannerie n'a cessé de se dégrader au cours des dernières années avec la libéralisation croissante du secteur agricole. Ainsi, le nombre de suicides pour cause de surendettement s'élève à près de 350 000 pour les 25 dernières années, 10 000 pour la seule année 2019.

Parallèlement, l'exode rural se poursuit mais l'industrie indienne est incapable d'absorber ce trop-plein de main-d'œuvre si bien qu'une part très importante du prolétariat indien travaille dans l'économie informelle en ville tout en gardant de fortes attaches à la campagne. Le confinement décrété brutalement en 2020 a mis en lumière la situation dramatique de cette population, privée de revenus, dont beaucoup ont dû se résigner à repartir, à pied, dans leurs villages d'origine pour éviter de mourir de faim.

Le mouvement ouvrier

Le mouvement syndical indien et les partis de gauche (des partis communistes au Congrès) ont apporté leur soutien à la révolte paysanne non sans quelques hésitations ou réticences, après les deux *Bharat Bandh* (journée

d'action massive avec grèves et blocages) des 26 novembre et 8 décembre 2020. Ces deux journées, qualifiées par certains de « grèves générales les plus importantes de l'histoire de l'humanité » avec peut-être 200 à 250 millions de personnes mobilisées, doivent une large part de leur succès à la mobilisation paysanne. En effet, la journée du 26 novembre s'est achevée par le *Dilhi chalo* la marche spectaculaire de plusieurs centaines de milliers de paysanEs sur la capitale, obligeant les dirigeants de gauche à se positionner nettement en leur faveur. Mieux encore, ce sont bel et bien les organisations paysannes qui ont appelé à la seconde journée d'action le 8 décembre, avant de recevoir le soutien de nombreux et nombreuses travailleurEs des villes et de la plupart de leurs organisations.

Depuis le début de la révolte, la détermination des paysans face au gouvernement contraste nettement avec les hésitations ou la timidité des dirigeants des syndicats ou des partis de gauche. Pourtant, les raisons d'entrer en lutte contre Modi ne manquent pas non plus pour les travailleurEs urbains. Il y a quelques mois à peine Modi avait profité du confinement pour passer plusieurs réformes contre les travailleurEs, imité par de nombreux États, bon nombre d'entre eux allant jusqu'à suspendre le code du travail pour trois ans, rétablissant la semaine de travail de 72 heures. Malgré des mobilisations parfois impressionnantes, comme celles des mineurs au mois de juillet dernier contre l'ouverture aux capitaux privés de ce secteur public, qui a réuni plus de 500 000 grévistes sur trois jours, il n'y a pas eu jusque-là de mobilisation d'ensemble hormis ces deux *Bharat Bandh*, limitées dans leur durée comme dans leurs buts.

Que fait Modi ?

Le gouvernement de Narendra Modi avait pu jusqu'à présent mener la plupart de ses projets sans opposition d'ampleur : la fin du statut autonome du Cachemire pendant l'été 2019, la législation explicitement anti-musulmane adoptée quelques mois plus tard, la suspension du code du travail en mars 2020, etc. Toutes ces mesures qui remettaient en cause des équilibres fondamentaux de la démocratie indienne ont été prises dans un climat de stupeur politique. Ainsi, les manifestations pacifiques contre les lois discriminant la minorité musulmane ont été très violemment réprimées et, à Delhi, suivies de véritables pogroms orchestrés par des milices proches du BJP faisant au moins une cinquantaine de morts, en pleine visite d'État de Donald Trump. C'est peu dire que Modi ne s'attendait visiblement pas à la moindre opposition sérieuse concernant ses lois agricoles, et qu'il peine toujours à croire qu'il ne peut pas y mettre fin en jouant de la matraque contre les manifestantEs. La marche sur Delhi en novembre s'était déjà accompagnée de violentes attaques de la police. À l'issue de la manifestation du 26 janvier et de l'incident du Fort Rouge, Modi avait cru pouvoir faire évacuer de force les campements de paysanEs dans les faubourgs de la capitale, en coupant l'électricité et internet. Un calcul erroné qui n'a fait que

MODI: ITINÉRAIRE D'UN HOMME DE L'EXTRÊME DROITE INDIENNE

Ancien «*chai walli*» (vendeur de thé), fils d'un petit boutiquier, issu d'une caste moyenne du Gujarat, Narendra Modi, l'actuel Premier ministre et chef du BJP (Bharatiya Janata Party, Parti indien du peuple) aime mettre en avant ses origines modestes qui contrastent avec celles de la plupart des autres dirigeants de l'extrême droite indienne pour la plupart issus des hautes castes traditionnelles.

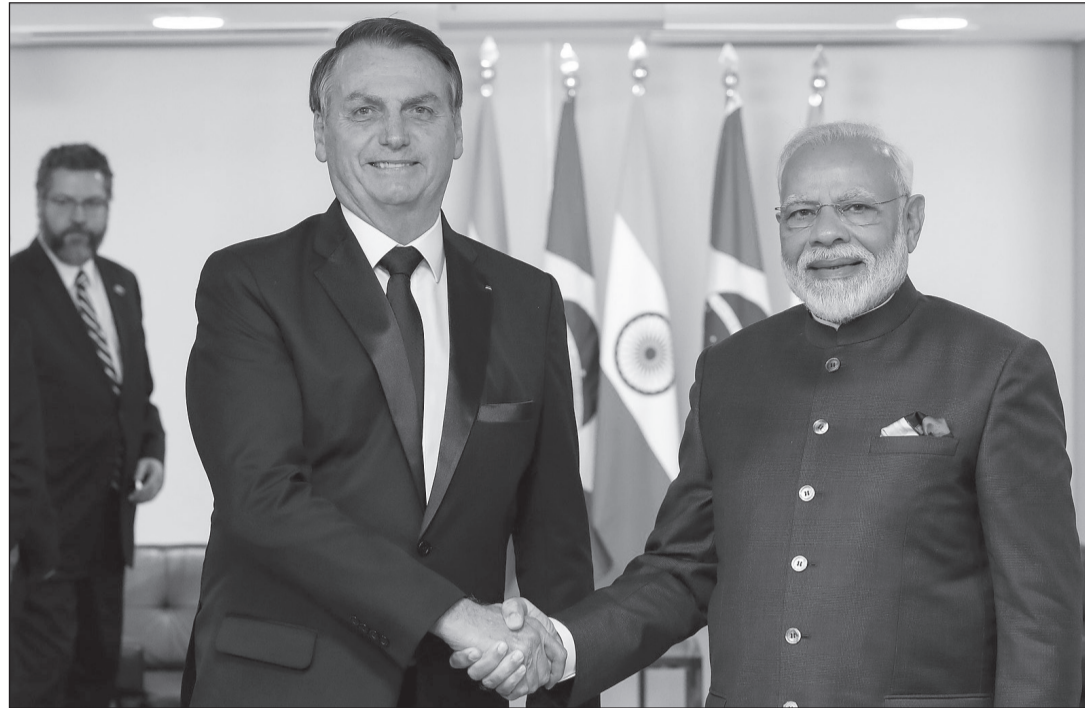
Modi doit entièrement son ascension politique au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Association des volontaires nationaux) dans lequel il est entré au milieu des années 1970. Le RSS est un très ancien mouvement nationaliste hindou, fondé en 1925. C'est un homme passé par ce mouvement qui a assassiné Gandhi en 1948. Cette formation défend une conception raciale du peuple indien, l'*Hindutva* : seuls les Hindous peuvent être réellement Indiens, et le parti organise aussi bien des écoles qu'une branche «médicale» qui prétend aider les couples Hindous à obtenir des enfants «parfaits, grands et à la peau claire» et ayant «le *QI désiré*»¹. Le RSS se distingue aussi par ses milices, qui s'en prennent avec violence aux chrétiens, aux communistes et avant tout aux musulmans contre lesquels elles ont mené de véritables pogroms.

Et demain ?

Le mouvement de protestation des paysanEs, en mobilisant des centaines de millions de travailleurEs, urbains comme ruraux, et en les faisant descendre en masse dans la rue, en assiégeant la capitale et en bloquant les routes avec l'assentiment d'une large partie de la population, pourrait contribuer à nourrir un départ de feu. Les rassemblements de masse qui se multiplient actuellement dans toute l'Inde du nord dans le cadre des *Panchayat*, les assemblées locales villageoises, réunissant parfois des dizaines de milliers de personnes, témoigne que le mouvement, loin de s'essouffler, se renforce et prend même une dimension de plus en plus ouvertement contestataire. Le 5 février, à Shamli dans l'Uttar Pradesh, au moins 10 000 personnes se sont réunies, défiant ouvertement l'autorité du Premier ministre de la province, Yogi Adityanath, moine hindouiste d'extrême droite et allié de Modi. Aujourd'hui, le mouvement paysan indien se retrouve de facto à la tête d'une contestation politique au niveau national. Et si ceux qui dirigent le mouvement sont toujours les riches fermiers du Pendjab, de l'Haryana, de l'Uttar Pradesh ou du Rajasthan, ils sont en train d'entraîner derrière eux une écrasante masse de ruraux, qui, notamment dans les États voisins du nord (comme le Bihar, le Bengale occidental, le Jharkhand...) est composée en bonne part de paysanEs sans terre ou de micro-propriétaires, peu concernés à première vue par la suppression des *Mandis*. S'ils se mobilisent également, comme les journaux indiens le remarquaient en notant que le mouvement s'étendait progressivement à ces régions et même à d'autres États du sud, c'est donc parce qu'ils savent qu'ils seront les premiers touchés par une nouvelle dégradation de la situation de la paysannerie.

Massacre au Gujarat

Modi a obtenu ses premiers galons au sein du RSS pendant l'état d'urgence (1975-1977), période où la cheffe du gouvernement Indira Gandhi exerça des pouvoirs dictatoriaux et fit interdire de nombreuses organisations politiques, dont le RSS. C'est au sein de l'appareil clandestin de celui-ci que Modi put faire véritablement ses preuves d'organisateur auprès de ses supérieurs. En 1980, le Bharatiya Janata Party (BJP) est fondé par des groupes représentant les différents composantes du nationalisme indien. Ce nouveau parti a pour but de contester légalement le pouvoir



Bolsonaro et Modi. WIKIMEDIA COMMONS

du Parti du Congrès. Il est d'emblée noyauté par le RSS qui y détache de nombreux cadres, dont Narendra Modi. Celui-ci poursuit alors sa carrière de bureaucrate au sein du BJP au Gujarat, Narendra Modi est choisi pour remplacer le Premier ministre du Gujarat. Le 27 février 2002, quelques mois seulement après son accession au pouvoir au Gujarat, des incidents éclatent entre des pèlerins hindous de retour d'Ayodhya et la population d'un quartier musulman. Le train transportant les pèlerins est incendié (sans qu'on sache aujourd'hui encore s'il s'agit d'un acte délibéré ou d'un accident) provoquant la mort d'une cinquantaine de personnes. Ce drame est aussitôt instrumentalisé par l'extrême droite indienne qui déchaîne ses milices contre la population musulmane

du Gujarat. Près de 2000 personnes sont tuées durant les pogroms anti-musulmans qui se multiplient pendant les mois suivants. Plus de 100 000 personnes doivent fuir leurs maisons pour échapper aux massacres. La police du Gujarat, aux ordres de Modi, non seulement ne fait rien pour les empêcher mais bloque toute enquête sérieuse. Et pour cause, une grande partie de l'équipe au pouvoir est directement impliquée dans l'organisation des massacres, y compris Amit Shah, l'actuel ministre de l'Intérieur fédéral et bras droit de Modi. Ce massacre, qui vaudra à Modi d'être mis au ban des relations internationales pendant des années, lui vaut en revanche une immense popularité au sein de la population hindoue chauffée à blanc par des années de haine communautaire.²

Premier ministre en 2014

Réélu à deux reprises, il se lie aux grandes familles capitalistes de la région – qui comptent souvent parmi les plus grandes fortunes indiennes comme les Ambanis, Birla, Godrej – pour faire du Gujarat une vitrine de l'ultra-libéralisme indien. Les scandales de pollution se multiplient, les inégalités s'accroissent et l'État reste mal classé pour la pauvreté, le manque d'éducation et la malnutrition³, loin derrière d'autres États au PIB plus modeste. À partir du milieu des années 2000, Narendra Modi apparaît de plus en plus clairement comme l'homme de la situation aux yeux de nombreux capitalistes et politiciens indiens qui s'emploient à le réhabiliter. Devenu Premier ministre en 2014, il applique les recettes développées dans le laboratoire gujarati. Sa politique se déploie sur deux axes : d'une part renforcer la centralisation politique en affaiblissant le plus possible le poids des États fédérés et des pouvoirs autonomes ; d'autre part déréguler à tous crins l'économie en privatisant massivement les services publics et en ouvrant largement des secteurs économiques jusque-là relativement protégés – comme le marché agricole – aux investissements des grands groupes nationaux ou étrangers. Cette politique ultra-libérale appliquée à marche forcée rencontre de nombreuses résistances,

notamment de la part des paysanEs qui s'opposent aux réquisitions de terres nécessaires à sa politique de grands travaux (expropriation des populations tribales par l'armée, pour construire des barrages...) même si les mobilisations n'ont pas encore l'ampleur de celles qui se déroulent actuellement. Plus de 1800 manifestations paysannes ont ainsi eu lieu en 2016. En 2018, une marche a réuni 50 000 paysanEs tribaux sur 200 km, pour exiger des titres de propriétés sur les terres sur lesquelles ils et elles vivent depuis des générations⁴.

Réélection en 2019

En dépit des résistances qu'il rencontre, Modi a réussi à obtenir le soutien d'une partie relativement importante de la population sensible à ses discours chauvins et anti-musulmans ainsi qu'à ses promesses de développement économique, lui permettant d'être réélu en 2019. Cette victoire, il la doit à la fois à la coalition hétéroclite de partis régionaux, nationalistes ou de castes, dont l'opportunisme n'est plus à dire, mais aussi au fait que sur le plan idéologique Narendra Modi incarne une certaine évolution dans le courant de l'hindutva. En effet, contrairement à l'extrême droite hindouiste traditionnelle, arc-boutée sur la défense des privilèges des hautes castes, Modi met en avant l'appartenance à l'hindouisme comme seule identité déterminante, en y incluant d'ailleurs un certain nombre d'autres courants religieux (Jaïn, Sikhs, Parsi, Bouddhistes...), tout en rejetant violemment les minorités chrétiennes et musulmane. Cette dernière (14,2% de la population) est la cible d'attaques répétées de la part du gouvernement Modi. Ainsi au Cachemire, seul État majoritairement musulman, il fait régner un couvre-feu militaire d'une rare violence et a fait couper toute ligne téléphonique ou internet vers l'extérieur plusieurs semaines pendant les opérations de l'armée en mars 2019. Un an plus tard, ses milices orchestraient des pogroms anti-musulmans au cœur de la capitale. Pour le reste de la population, il fait miroiter l'accès à l'éducation ou au travail par des quotas de castes, s'opposant à toute politique sociale.

Répression de masse

Modi a désormais pour lui à la fois l'appareil policier et militaire de l'État et des groupes militants et des milices d'extrême droite, pour faire régner la terreur contre ses opposants. Aux militantEs politiques, aux intellectuelEs et aux figures connues il oppose des procès, des arrestations et même des meurtres politiques. Ainsi, la journaliste Rana Ayyub a été victime d'une campagne de harcèlement, d'appel au viol et au meurtre par des militants pro-Hindutva. En 2017, la journaliste Gauri Lankesh, critique du nationalisme hindou, avait été assassinée par balles devant son domicile. En 2020, 67 journalistes ont été arrêtés ou emprisonnés⁵. Quant aux classes populaires, notamment les franges les plus discriminées, comme les musulmanEs, les populations tribales et les *dalits* («intouchables»), individus considérés comme hors caste), elles subissent de plein fouet une violence aveugle, couverte par les autorités quand celles-ci ne l'encouragent pas. Des dalits sont tous les jours victimes de meurtres, et de violences sexuelles pour les femmes (21 femmes dalits sont violées et 13 dalits sont assassinés chaque semaine⁶) sans que la police ne recherche le moindre coupable. Jusqu'à présent, sa politique nationaliste, dans un état de guerre froide avec le Pakistan et à la recherche permanente de boucs émissaires intérieurs, avait ainsi permis à Modi de diviser les classes populaires. Le soutien de la bourgeoisie indienne lui est acquis sur la base d'une politique antisociale et sur les promesses de nouvelles opportunités à venir pour les affaires, dans l'agriculture comme dans l'industrie⁷. À l'international, il affichait il y a peu de temps encore son entente avec Trump. Il achète aujourd'hui encore à Macron assez d'avions de chasse pour se permettre de l'inviter au Taj Mahal, loin des bruits de bottes de la guerre bien réelle qui se mène au Cachemire. Qu'importe les diatribes et les violences nationalistes, nul dirigeant ne semble trouver sa compagnie infréquentable. Certaines associations humanitaires, des ONG financées par de riches donateurs comme Bill Gates, travaillent main dans la main avec le gouvernement d'extrême droite et son dirigeant. Pour se débarrasser de Modi et de sa clique, les IndienEs ne pourront compter que sur leurs propres forces.

Pierre Hélelou

1 – <https://alencontre.org/debats/inde-modi-reve-dune-race-superieure.html>
2 – <https://www.hrw.org/reports/2002/india/gujarat-sumrec.pdf>
3 – <https://www.rediff.com/business/column/gujarat-model-of-development-more-hype-than-substance/20150402.htm>
4 – Ashok Dhawale et al, *The Kisan Long March in Maharashtra*, LeftWord Books, New Delhi, 2018.
5 – On peut trouver de nombreux exemples sur le site: <https://freespeechcollective.in/>
6 – Source: National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR).
7 – Voir Arundhati Roy, *Capitalisme: une histoire de fantômes*, Gallimard, 2016.

EN QUELQUES DATES

5 JUIN | Le gouvernement Modi fait passer les trois «Farm Bills» au Parlement.

26 NOVEMBRE | Première «Bharat Bandh» (grève générale) qui donne le point de départ du mouvement «Dilli Chalo», la marche vers Delhi de centaines de milliers de paysanEs du Pendjab et de l'Haryana.

8 DÉCEMBRE | deuxième «Bharat Bandh» appelée par les dirigeants paysans et à laquelle se rallient les organisations syndicales.

26 JANVIER | Une manifestation des paysanEs assiégeant la capitale dégénère à l'issue de la parade de la fête nationale de «Constitution Day». Des émeutes éclatent et le drapeau sikh est hissé sur le Fort rouge. Modi estimant les paysanEs

discrédités par les violences tente de faire évacuer par la force les campements des faubourgs.

6 FÉVRIER | Journée de blocage des routes dans l'ensemble du pays. Le gouvernement met sur le pied de guerre des forces de police et paramilitaires pour y faire face.



WIKIMEDIA COMMONS

LOGEMENT À Grenoble, 2 mois d'occupation!



Deux mois que 52 personnes, sans logement ou très mal logées, occupent, avec le DAL, l'immeuble des « Volets verts » dans le quartier de l'Abbaye à Grenoble.

Dimanche 7 février, une délégation de 14 personnes, représentant toutes les situations des occupantEs (lycéenEs à la rue, femmes avec enfants, marcheurEs de la marche des sans-papiers, personnes expulsables, locataires en logement indigne) et deux militantEs du DAL ont rencontré l'élu chargé du logement. La volonté est d'ouvrir des pourparlers.

« Immédiatement je n'ai pas de solution »

Ils et elles ont proposé un plan de sortie de crise qui passe par une rencontre avec des travailleurEs sociaux afin que la situation de chacune et chacun puisse être examinée et qu'une solution de logement digne et pérenne soit proposée. Ils et elles ont en outre demandé le rétablissement immédiat des fluides. Nous revendiquons aussi l'application du droit de réquisition par le préfet ou les maires. Fin de non-recevoir de l'élu PCF : « Immédiatement je n'ai pas de solution » ! La présidente du bailleur social, première adjointe LFI du maire Éric Piolle, n'a daigné ni venir ni s'excuser. Pourtant la lutte tient. Les occupantEs, le DAL et le comité de soutien sont très mobilisés : organisation d'une fête réussie (300 personnes, de la musique, de quoi grignoter), fabrication d'une affiche collée partout dans la ville, confection d'une banderole géante, manif. À ce jour, la pétition a recueilli 2400 signatures. La quasi-totalité des syndicats et associations locales ont communiqué leur solidarité par écrit. La liste des premierEs soutiens connus s'étoffe. Des artistes, des sportifs, des universitaires, des médecins signent. Parmi ceux-ci, Olivier Besancenot, Annick Coupé, Omar Slaouti, Gérard Filoche, Franck Gaudichaud, Jean Ziegler, Olivier Neveux, Laurent Ripart, Olivier Le Cour Grandmaison, Saïd Bouamama, Gérard Delteil, Youcef Brakni, ou encore HK, Aminata Diallo, Monseigneur Gaillot, Emma, Josiane Balasko...

Ce ne sera pas de trop face à un « arc humaniste » local cher à Piolle qui réunit toute la gauche aux affaires. Bien loin des préoccupations vitales d'une partie de la population!

CorrespondantEs

ÉDUCATION NATIONALE En pleine crise sanitaire, on achève bien les infirmières scolaires

Le 26 janvier, les infirmières scolaires s'étaient parées d'or, se drapant dans leurs couvertures de survie pour la grande manifestation de l'éducation. Moins sans doute pour se protéger du froid de l'hiver que pour rendre visible leur colère, elles qui sont trop souvent oubliées, alors qu'elles sont largement maltraitées par l'éducation nationale.

On pourrait penser qu'en ces temps de lutte « quoi qu'il en coûte » contre le Covid-19, le ministère aurait eu à cœur de renforcer la présence des infirmières au sein des établissements. Il n'en est rien, malheureusement.

Un rôle indispensable en milieu scolaire

Alors qu'elles ne sont souvent nommées qu'à mi-temps sur les établissements scolaires, de nombreux postes sont

aujourd'hui non pourvus, ce qui semble laisser totalement indifférente l'éducation nationale. Dans le 93, par exemple, un département déjà habitué à la raréfaction de l'offre de soins, il manque actuellement plus d'une soixantaine d'infirmières scolaires. Mais le pire est sans doute à venir. Le pire, c'est la loi 4D (comme décentralisation, déconcentration, différenciation et décomplexification) prévoyant de faire basculer les infirmières scolaires, qui

dépendent actuellement du ministère de l'Éducation, sous la responsabilité des départements. Avec non seulement la crainte d'un renforcement des inégalités entre les territoires, mais aussi celle de les voir, à terme, disparaître totalement des locaux scolaires pour exercer au sein des centres de PMI (Protection maternelle et infantile). Pourquoi est-il indispensable de défendre la présence d'une infirmière scolaire dans chaque établissement

scolaire ? Pas seulement parce qu'elles jouent un rôle de prévention face à l'épidémie, mais aussi parce qu'en cette période où l'accès aux soins, mais aussi la santé psychique ont été fortement dégradées, elles sont parfois le seul interlocuteur de certainEs jeunes.

C'est tout aussi vrai en ce qui concerne les questions d'éducation à la sexualité, de problématiques liées au genre ou de prise en charge des situations de violence. Mais visiblement, là aussi, derrière les grands discours larmoyants du gouvernement, il n'y a en réalité qu'une politique du chiffre et de destruction du service public.

Raphaël Alberte

CRISE SANITAIRE ET SOCIALE

Les étudiantEs en première ligne

La crise sanitaire rend davantage visibles les manquements politiques et les problématiques sociales. La situation actuelle, pour la population étudiante, est désastreuse. La crise sanitaire nous touche davantage, nous privant non seulement d'un suivi correct de notre activité (l'organisation universitaire n'étant pas adaptée à des cours en ligne) mais plus généralement en nous privant de conditions de vie décentes.

L'accès aux besoins vitaux est d'autant plus difficile que, pour beaucoup d'entre nous qui travaillons en plus de nos études, nous avons perdu notre emploi, sans possibilité d'en retrouver un autre dans la foulée.

Les étudiantEs craquent

Nous n'avons que très peu retrouvé les bancs de la fac depuis mars, ce qui nous a privéEs de nos habitudes et nous a plongéEs davantage dans la solitude. Les incertitudes quant aux prochaines annonces sanitaires, et le couvre-feu à 18h, n'arrangent rien. Parce qu'on nous demande le même travail que d'habitude mais cette fois-ci, à distance (avec tout ce que cela peut induire en matière d'inégalité d'accès à internet et à un environnement stable et serein de travail), la charge demandée est complètement inappropriée au vu de la période, poussant ainsi nombre d'entre nous à un décrochage fulgurant. Selon l'Observatoire de la vie étudiante, 50% des étudiantEs interrogés ont déclaré avoir souffert de solitude ou d'isolement pendant le premier confinement, et 23% ont déclaré ne pas avoir mangé à leur faim. Le dernier confinement a également donné lieu à son lot d'aberrations. Ces dernières semaines, nous avons



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



vu plusieurs tentatives de suicides au sein de la communauté étudiante, par exemple à Lyon ou à Paris. Les files d'attente devant les banques alimentaires sont chaque jour plus nombreuses. Les étudiantEs craquent. Comment un des pays « figure de proue » du capitalisme développé peut-il laisser sa population étudiante (pourtant décrite comme son avenir) vivre dans des conditions aussi déplorables ?

Des mesurette pour dissimuler la destruction de l'université

La peur du Covid a un impact fort sur la situation actuelle, mais les mesurette mises en place par le

gouvernement ne sauraient aller à l'encontre de dizaines d'années de destruction méticuleusement programmées du service public universitaire. Les repas au restaurant universitaire à un euro, le droit de revenir sur nos campus une fois par semaine, ne nous feront pas oublier tout ce que nous avons perdu, ainsi que la souffrance, l'épuisement, le désespoir, causé par des politiques libérales qui n'ont, depuis la loi Faure en 1968, cessé de privatiser la recherche et l'enseignement au détriment de nos conditions de vie et d'études. Plus récemment, le processus de Bologne (1998), dont les dernières lois françaises comme la LRU ou la LPR ne sont que les rejetons, s'inscrit dans cette idéologie capitaliste de destruction de nos conditions d'études et de vie. Il nous faut contre cela opposer un mouvement fort. En exprimant notre ras-le-bol, en refusant d'être traités comme des « étudiantEs fantômes », en prenant la rue, comme récemment les

20 et 21 janvier, en développant de la solidarité partout où c'est possible, nous interpellons la société, les pouvoirs publics, sur notre précarité qui nous étouffe et nous tue.

Relever la tête et dénoncer l'insoutenable

L'an dernier, en novembre 2019, un étudiant lyonnais tentait de s'immoler par le feu devant le CROUS de Lyon pour dénoncer sa précarité. Plus d'un an après, rien n'a changé, et malgré les lettres ouvertes ou autres tribunes venues des étudiantEs elles et eux-mêmes, nous peinons à être pris au sérieux. L'indécence de nos dirigeants, comme les propos de la ministre Frédérique Vidal qui nous culpabilise en pensant que nous en sommes arrivés à nous contaminer nous-mêmes en mangeant des bonbons posés sur des tables, ne fait qu'accroître notre colère. Il est urgent de dénoncer notre situation qui nous rend toutes et tous à bout. Il est urgent de rappeler à l'ordre les institutions en matière de service public, de refuser les compromis, et de porter nos revendications. Nous ne pouvons plus en arriver à des situations aussi désastreuses en matière de besoins vitaux comme il y a quelques semaines où, près de Lille, une étudiante a été mise à la rue malgré les engagements du CROUS à respecter la trêve hivernale.

Nous pensons également aux étudiantEs étrangers qui, avec l'augmentation des frais d'inscription, la difficulté accrue pour elles et eux d'accéder à des bourses et à des logements CROUS, subissent de plein fouet la crise sanitaire, dans un contexte raciste où l'État ferme les frontières, laisse les milices d'extrême droite faire le sale boulot, et fait voter des lois contre le « séparatisme ». Cette situation est inacceptable, mais la jeunesse ne doit pas se laisser abattre ! À nous de relever la tête, de nous mobiliser : en s'organisant, en se réunissant en assemblées générales et en luttant contre la misère que sème le capitalisme !

Marlène Ducasse

LOI SUR LA MALTRAITANCE ANIMALE -----

L'éléphant a accouché d'une souris

Le 29 janvier, l'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi « visant à renforcer la lutte contre la maltraitance animale ». Une loi « service minimum ».

Difficile d'être contre cette loi qui évite tous les sujets « qui fâchent ». La lutte contre les abandons d'animaux domestiques et les sanctions en cas de mauvais traitements seront renforcées, la vente en ligne restreinte, un certificat « d'engagement et de connaissance » lors de l'achat d'un animal domestique

sera mis en place, les animaux sauvages dans les cirques, les « delphinariums » et les élevages de visons seront interdits en France... dans cinq ans.

Service minimum

Pourquoi passer en urgence une loi si peu ambitieuse ? D'abord, de plus en plus de citoyenEs dans le monde ont

«AFFAIRE DU SIÈCLE»

L'État condamné pour inaction climatique

Ne boudons pas notre plaisir. La condamnation de l'État par le tribunal administratif de Paris le 3 février pour « carence fautive » est une première victoire non seulement pour les 4 associations – Oxfam, Greenpeace, Fondation Hulot, Notre affaire à tous – et les 2,3 millions de personnes qui les ont soutenues mais, au-delà, pour toutes celles et tous ceux qui se battent pour le climat.

En accordant l'euro symbolique pour préjudice moral aux associations, le tribunal reconnaît que l'État a commis une faute, celle de n'avoir pas « réalisé les actions qu'il avait lui-même reconnues comme étant susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre ». Il reconnaît aussi l'existence d'un préjudice écologique, même s'il refuse le versement de l'euro symbolique pour une raison que nous pouvons partager : la réparation de ce préjudice doit d'abord être assurée en nature et ne peut être réduite à un euro.

Toute victoire symbolique est bonne à prendre

Mais ce n'est qu'un premier pas car les associations demandent aussi, et surtout, au tribunal d'enjoindre le gouvernement à agir et à : « prendre les mesures nécessaires aux fins de réduire les émissions de gaz à effet de serre » à un niveau compatible avec l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète en dessous du seuil de 1,5°C en tenant compte de la responsabilité particulière des pays



développés ; « atteindre les objectifs de la France en matière de développement des énergies renouvelables et d'augmentation de l'efficacité énergétique » ; « adapter le territoire national aux effets du changement climatique » ; « assurer la protection de la vie et de la santé des citoyens contre les risques liés au changement climatique ».

Sur ces quatre requêtes visant à ordonner au gouvernement d'agir « afin de faire cesser pour l'avenir l'aggravation du préjudice écologique

constaté », le tribunal ordonne un supplément d'instruction afin de soumettre les observations non communiquées des ministres compétents à l'ensemble des parties, dans un délai de deux mois. S'il y a peu de chance, pour des raisons de forme (limite du pouvoir des juges) et de fond, que le gouvernement soit effectivement contraint d'agir, toute victoire même symbolique est néanmoins très importante. Les déclarations fumeuses de Macron en matière d'écologie auront encore

plus de mal à masquer l'inaction totale pour contenir le réchauffement du climat sous les 1,5°C. Ce n'est pas le projet de loi « climat et résilience », qui devait être présenté au conseil des ministres le 10 février, qui va inverser la tendance. Macron s'était engagé « sur l'honneur » à reprendre « sans filtre » les propositions de la Convention citoyenne... Résultat : une vraie mascarade ! L'urgence climatique résonne avec les urgences écologique et sociale et impose des actes forts que le gouvernement Macron, au service des impératifs économiques du profit, est incapable de prendre. Continuons de nous faire entendre partout, contre les projets climaticides (fermes-usines, autoroutes, déforestation, permis d'extraction et subventions aux énergies fossiles...). Cette première victoire en appelle d'autres. Elle doit surtout nous encourager à reprendre le chemin des mobilisations massives pour le climat dès le 19 mars avec l'appel de Friday For Future, Youth For Climate... et au-delà, autour de la COP26, qui se tiendra en novembre 2021 à Glasgow.

Commission nationale écologie



FONDS DE SOLIDARITÉ AUX ENTREPRISES Des milliards donnés sans contrôle, des agentEs au bord de l'effondrement

Depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement a mis en place différentes aides aux entreprises tel que le Prêt garanti par l'État (PGE) ou encore le Fonds de solidarité. Ce dernier est pris en charge par les Finances publiques... qui sont au bord de l'explosion.

Depuis la mise en place du Fonds de solidarité aux entreprises en avril 2020, pas moins de 15 décrets ont été publiés par le gouvernement pour les encadrer, les étendre à de nouveaux secteurs d'activité. L'aide prévue peut ainsi désormais, pour certains secteurs d'activité, aller jusqu'à 10 000 euros par mois ou 20% du chiffre d'affaires dans la limite de 200 000 euros. À ce jour plus de 19 milliards d'euros ont été versés, comme quoi « l'argent magique » semble bien exister. Lors du premier confinement, ce fonds de solidarité était attribué sans réel contrôle et de nombreuses fraudes ont eu lieu. Alors que les agentEs des Finances publiques ont un rôle de contrôle, les directives étaient ainsi de payer sans aucune vérification, transformant ainsi les agentEs en banquiers distribuant des milliards d'argent public. Résultat des courses, la fraude au fonds de solidarité s'élèverait aujourd'hui à un peu plus de 30 millions d'euros ! Même si aujourd'hui la mission contrôle fiscal est à nouveau sollicitée, il sera sans doute très difficile de récupérer les sommes versées à tort au vu de la réalité désastreuse de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

Carnage pour les agentEs et le service public

Depuis le début de la crise sanitaire, les services des Finances publiques sont particulièrement sollicités, notamment les services des entreprises, pour répondre au mieux aux professionnels et à leur désarroi. Pour donner un ordre d'idée, vendredi 15 janvier, jour d'ouverture du dépôt des demandes du fonds de solidarité pour le mois de décembre, 15 000 demandes par heure ont été recensées au niveau national... Malgré la reconnaissance de ministres et même de Macron sur le rôle majeur des agentEs des Finances publiques depuis le début de la crise, c'est une administration qui, en 2021, avec 1 800 suppressions d'emplois supplémentaires, va subir 80% des suppressions d'emplois de la fonction publique d'État. Ce qui va encore et toujours détériorer les conditions de travail des agentEs, avec une surcharge de travail exponentielle, mais aussi rendre difficile l'exercice de leurs missions y compris celles les plus urgentes du moment. Mais à priori, le ministre de l'Économie a trouvé la « solution » : embaucher pour six mois des agentEs contractuels pour le fonds de solidarité aux entreprises avec une formation de deux jours maximum... décrédibilisant une fois de plus la technicité et le travail des agentEs des Finances publiques. Jusqu'à quand ?

Joséphine Simplon

RÉPRESSION Relaxe pour Selim, Barth, Victor et Ayoub !

Le procès de Selim, Barth, Victor et Ayoub aura lieu le 15 février. Départ en manifestation depuis le parvis de la gare de Nanterre-Université à 12h30 jusqu'au tribunal !

Lundi 15 février 2021, à 13 h, quatre étudiants de l'université de Nanterre, Ayoub, Barth, Selim et Victor, passeront en procès au tribunal de grande instance de Nanterre pour leurs activités syndicales. Ils risquent des amendes lourdes et même de la prison. Nous exigeons leur relaxe ! Une manifestation partira à 12h30 de la gare Nanterre-Université pour les accompagner au tribunal.

Des poursuites judiciaires inacceptables

La rentrée de l'année 2019 a été marquée, comme c'est le cas depuis de nombreuses années à Nanterre, par une campagne syndicale permettant l'inscription des lycéenEs et des étudiantEs refusés à l'université. Pendant plusieurs mois,



les sans-facs et les militantEs de l'UNEF se sont organisés pour faire entendre les revendications de celles et ceux qui font les frais de la sélection. Le 7 octobre 2019, la présidence de Nanterre a bafoué la démocratie la plus élémentaire en réunissant un Conseil de la

formation et de la vie universitaire (CFVU) sans convoquer une partie des élus étudiants, dont Barth et Victor. Les deux élus ont été empêchés physiquement, par le chef adjoint de la sécurité et des vigiles de l'université, de pénétrer dans le bâtiment où la réunion devait se

tenir. Ceci constitue une entrave à l'exercice du mandat syndical pour lequel ils ont été élus. Ils ont de ce fait porté plainte contre le responsable de la sécurité. C'est à l'issue de cet évènement que quatre de nos camarades, Ayoub, Barth, Selim et Victor, se sont trouvés convoqués au commissariat suite à des accusations des vigiles qui avaient repoussé les étudiantEs. Ils ont été placés en garde à vue et à l'issue de celle-ci, ils ont été convoqués le 29 juin au tribunal de grande instance de Nanterre. Le procès a finalement été reporté au 15 février. Ces poursuites judiciaires sont inacceptables. Ayoub, Barth, Selim et Victor n'ont rien à faire dans un tribunal. Nous exigeons leur relaxe et nous mettrons les moyens nécessaires pour être le plus nombreuses et nombreux possible le 15 février prochain !

CorrespondantEs

pris conscience de l'exploitation effrénée et néfaste de la nature. La montée en puissance des mouvements « animalistes », y compris lors d'élections, et l'audience des vidéos sur les abattoirs poussent le gouvernement à ne pas prendre de risques sur une question sensible pour son électeurat. Ensuite, près d'un million de personnes, personnalités et associations ont soutenu la procédure de « référendum d'initiative partagée » sur la cause animale, lancée en juillet 2020. Le projet ne verra pas le jour : il manque 39 députés sur les 185 nécessaires.

Quelle est donc la taille de la souris ?

Minuscule ! Sont absents de la loi : la corrida, la chasse, l'élevage intensif, les zoos. Au journal *le Monde* qui titrait sur

ces « absences » le gouvernement répond « Nous avons voulu faire une loi consensuelle. » La recherche du consensus va-t-elle le pousser à abandonner la loi sur les retraites et sur la sécurité, sujets pour le moins controversés ? Pirouette habituelle pour éviter de s'en prendre à des lobbies financiers et pourvoyeurs de votes !

Jean-Luc Mélenchon critique justement « l'oubli » de la question de l'industrie de la viande (élevage intensif), surtout dans le contexte de la pandémie de Covid-19, cette industrie favorisant les pandémies. Mais il oublie chasse et corrida, sujets qui divisent son mouvement.

La procédure de référendum « pour les animaux »

Parmi les initiateurs de la procédure de référendum, avec Hugo Clément,

journaliste et militant animaliste, on trouve :

– Xavier Niel, patron de Free, milliardaire qui a fait fortune dans le Minitel rose, les sex-shops, les courses de chevaux, le poker en ligne, l'activité minière. Activités qui n'exploitent ni les animaux ni les humains, c'est bien connu !

– Louis Schweitzer, 12 millions de revenus annuels, président de la fondation « Droit animal », ex-président de la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et l'égalité), ancien PDG de Renault, qui a fait chuter les effectifs de 86 000 à 43 000 salariéEs, condamné par la justice belge lors de la fermeture de l'usine de Vilvorde en 1997. Il semble plus sensible à la maltraitance animale qu'à celle exercée sur ses salariéEs...

– Nicolas Hulot qui oublie qu'il a été ministre et n'a rien fait sur le sujet.

De quoi être méfiant. En effet, la radicalité affichée cache des zones de flou.

– L'interdiction des élevages en cage et ceux pour la fourrure ? Très bien. Mais l'omission des importations édulcore sérieusement la mesure.

– Le slogan « En finir avec l'élevage intensif » est devenu « Tout nouveau projet d'exploitation devra impérativement garantir aux animaux la possibilité d'un accès quotidien au plein air ». Démagogie quand tu nous tiens !

– Interdiction des spectacles avec des animaux sauvages, de la chasse à courre, du détachement des renards et blaireaux, de la chasse à la glu, pratiques violentes et cruelles et qui, pour la chasse à la glu, non sélectives, conduisent à la mort par agonie de milliers d'oiseaux pourtant protégés par la loi, mesures

qui risquent d'être majoritaires en cas de référendum, d'où la manœuvre gouvernementale de la loi !

– La loi adoptée interdit l'expérimentation animale « si des alternatives existent ». Comme elles n'existent pas pour l'instant, cette disposition sera à peu près inutile. On garde le slogan, bon pour les signatures, mais on le vide de sens. Il faut mener des recherches sur des alternatives à l'expérimentation animale avec la ferme volonté d'aboutir.

– Rien sur une loi qui interdise l'élevage intensif, qui prenne en compte la chasse et la corrida, qui s'en prenne vraiment aux intérêts financiers d'une minorité. Mais sommes-nous surpris que ce gouvernement et que les initiateurs du référendum pour les animaux n'aient pas été capables de telles propositions ?

Commission nationale écologie



Souscription 2020



SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Un résultat... habituel

La souscription 2020 a permis de récolter 231 000 euros contre 243 000 euros en 2019. Le montant des dons par chèques est passé de 155 000 euros en 2019 à 130 000 euros en 2020. Le montant des dons par CB est passé de 89 000 euros en 2019 à 101 000 euros en 2020. Ce résultat reste conforme à l'étiage de nos dernières souscriptions (entre 200 000 et 300 000 euros).

Des dons plus nivelés sur l'année

La souscription 2020 a mobilisé 896 donateurs contre 855 en 2019. On observe une forte chute des donateurs par chèque, passant de 377 en 2019 à 309 en 2020. On observe en miroir une hausse encore plus forte du nombre de donateurs par CB, passant de 478 en 2019 à 597 en 2020. Ce mouvement de ciseaux entre les modes de versement s'explique peut-être par le contexte sanitaire qui a fait sauter certaines réticences vis-à-vis du paiement en ligne. Désormais, les deux modes de paiement représentent presque le même pourcentage du résultat.

Vu sous l'angle de la répartition temporelle de la collecte des dons, la souscription 2020 est la plus décevante que nous ayons connue puisque nous avons récolté 152 000 euros sur le mois de décembre. Même si le résultat final 2020 est conforme à l'habitude, la collecte des dons répond ainsi de moins en moins à une logique de campagne de fin d'année. Les dons affluent de manière plus nivelée sur l'année.

Puisque conforme aux résultats des dernières années, cette souscription 2020 devrait nous mettre dans une situation financière classique en 2021. Les mêmes causes produisent les mêmes effets : le bouclage de notre budget courant sera difficile et toute dépense inattendue sera douloureuse, voire insoutenable. Mais allez, on lâche rien ! Merci à toutes et celles et ceux qui nous ont soutenus. Vos dons sont plus vitaux que jamais. À très vite !

L'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet
ABONNEZ-VOUS!

diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org



Depuis le début de la deuxième vague de l'épidémie, la situation est dominée par deux tendances lourdes qui s'alimentent de manière indirecte, désynchronisée et protéiforme dans l'espace et dans le temps : exacerbation des crises multiformes qui frappent les populations, radicalisation des colères et des formes de résistances. Si, à cette étape ce sont l'imprévisibilité des rythmes de l'épidémie, la précarité économique généralisée et les attaques en rafale du gouvernement (loi « sécurité globale », loi « séparatisme », gestion autoritaire et répressive des conséquences du démantèlement des services publics à commencer par celui de santé...), sans compter les conséquences désastreuses du réchauffement climatique qui plombent le moral de toutes les fractions de la population, les possibilités d'une transformation de cette colère en révolte généralisée existent bien.

Comment être utile au cœur des luttes ?

Les résistances nous intéressent d'autant plus que le NPA est pleinement impliqué dans toutes les mobilisations en cours : contre les licenciements et les suppressions d'emplois (avec les TUI ou au côté des grévistes de Total Grandpuits, Sanofi, dans les services publics...); contre les lois liberticides et racistes et contre les violences policières ; dans le mouvement LGBTI mobilisé contre La Manif pour tous et pour la PMA pour toutes ; avec les féministes qui construisent le 8 mars, et en solidarité avec les victimes du hashtag MeToo-Inceste et dans le combat contre les violences sexistes ; dans les mobilisations écologistes en particulier contre les grands projets inutiles. Autant d'expériences qui marquent et approfondissent la radicalisation de nouvelles générations militantes souvent en rupture avec les organisations syndicales et politiques institutionnalisées qui apparaissent sans plan de

bataille pour ces diverses luttes, au mieux suivistes, souvent totalement déconnectées. Comment le NPA peut-il être utile au cœur de ces luttes pour participer à la reconstruction d'une conscience de classe à travers des perspectives politiques unifiant ces mobilisations dans un projet antigouvernemental et anticapitaliste ? Alors même qu'en France, comme dans le reste du monde, les courants d'extrême droite postulent de plus en plus ouvertement à récupérer ce

qui peut aussi devenir un désespoir populaire pour accéder au pouvoir. Les débats de la journée ont été malheureusement marqués par une difficulté à dépasser la simple confrontation de points de vue et d'expériences parfois isolées, rendant difficile le dépassement de la désynchronisation de ces résistances et des visions parfois parcelaires d'une situation complexe et à bien des égards contradictoire. Ce sera d'ailleurs l'un des enjeux centraux des discussions du

5^e congrès du NPA qui se tiendra (si les conditions sanitaires permettent d'assurer le processus démocratique) du 25 au 27 juin 2021. L'autre enjeu, et pas des moindres, discuté ce week-end pour ce futur congrès est de chercher à surmonter la crise du NPA et donc de discuter de l'outil politique dont les anticapitalistes et révolutionnaires ont besoin dans cette période chaotique, lourde de dangers mais aussi de potentielles contestations de ce système.

Cathy Billard

Conseil politique national

Un CPN sous Covid-19

Crise sanitaire oblige, la réunion du Conseil politique national prévue les 6 et 7 février a dû se tenir en distanciel sur une seule journée. Cette réduction du temps de débats imposait une adaptation de l'ordre du jour des travaux, recentré sur deux points : la situation sanitaire, politique et sociale d'une part, et la préparation du 5^e congrès du NPA de l'autre.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Essais

Deux « Tracts » chez Gallimard

De la démocratie en pandémie, de Barbara Stiegler, 64 pages, 3,90 euros ; Parole d'en haut, silence d'en bas, de Danièle Sallenave, 64 pages, 4,90 euros.

pour le moins autoritaire et vers des remises en cause de droits démocratiques. L'alerte est lancée, il y a clairement un danger, l'heure est à la riposte, notamment en lançant comme un appel à la lutte des universitaires et scientifiques. Surtout ne pas laisser faire, ne pas se laisser faire. Elle écrit : « Notre conviction est que le sort de la démocratie dépendra très largement des forces de résistance du monde savant et de sa capacité à se faire entendre dans les débats politiques cruciaux ».

Danièle Sallenave, écrivaine, parle aussi d'un pouvoir qui impose sa domination et sa morale. Elle dénonce des débats faussés comme sur le terrorisme, l'islam, la laïcité... qui ne sont que des moments de propagande, toujours sous tension de ceux qui ont le monopole de la parole (médiats et pouvoirs). Elle constate, comme dans son « tract » précédent, Jojo le gilet

BARBARA STIEGLER
DE LA
DÉMOCRATIE
EN PANDÉMIE

SANTÉ, RECHERCHE, ÉDUCATION



3,90€ / N°23

jaune, l'importance de l'irruption de la parole d'en bas. Elle raconte très bien d'ailleurs la difficulté qu'ont les gens à exprimer leur avis parce qu'elles et ils ne se sentent pas légitimes pour parler, parce

qu'on ne leur demande même pas leur avis. Pour l'auteure, « la vraie inégalité est là. Entre ceux qui ont un accès à la parole et ceux qui ne l'ont pas ». Et puis encore, il est question d'urgence démocratique en appelant à débattre largement, à se poser des questions, à savoir mettre en cause les idées préconçues, sur les problèmes de société.

Ce n'est pas facile d'expliquer la pensée des autres, il y a le risque de déformer le propos voire de ne pas tout comprendre. Alors le mieux c'est de lire ces deux textes, ces deux paroles vivifiantes qui nous feront oublier, au moins un temps, les longues heures à se faire intoxiquer devant les chaînes d'information en continu. En plus, c'est pas cher (3,90 et 4,90 euros), c'est court donc encore plus accessible et le format permet de les faire circuler : c'est bien de partager ce qui est utile.

Philippe Poutou

Polar en BD

Bolita, de Carlos Trillo et Eduardo Risso

Traduit de l'argentin par Thomas Dassance. Éditions i Latina, 75 pages, 14,50 euros.

Bolita est un polar noir argentin paru initialement en 2011 dans la mythique et engagée revue de bande dessinée *Fierro*. L'œuvre, enfin disponible en français, a été en sélection pour les Fauves du festival d'Angoulême 2021. Tous les codes du genre sont respectés ici, mais l'important ne se joue pas dans l'intrigue mais dans ses à-côtés où les deux extrêmes de la société argentine sont dépeints : la population immigrée cantonnée dans les « villas » (bidonvilles) situées au sud de Buenos Aires et les familles riches qui habitent au nord de la capitale. Le scénariste Carlos Trillo est décédé le 8 mai 2011 et *Bolita* est son ultime coup d'archet.

Du bidonville de Flores au quartier luxueux d'Acasusso

Rosmery Ajata, « Bolita », est une jeune fille orpheline qui vit avec sa tante dans une « chabola » (maison précaire) du bidonville de Flores. Elle est petite, pas très belle, pauvre et appartient à la nombreuse communauté de BolivienEs installés en Argentine. Elle est femme de ménage et souffre de tous les préjugés que les gens de la « haute » ont envers les « bolitas » comme ils appellent les immigrés bolivienEs. Elle en souffre d'autant plus qu'elle est cultivée, curieuse et maline. Sur recommandation du curé de son quartier, ami de l'évêque des quartiers huppés, Rosmery est engagée par un frère et une sœur descendants d'Allemands dans les beaux quartiers du nord de Buenos Aires. La relation étrange entre la fratrie n'est pas la moindre des découvertes que va faire Rosmery. En dépit de tous les risques dont la perte de son boulot, elle n'hésite pas à s'embarquer dans une enquête qui va la confronter au pouvoir occulte de l'Église catholique et de ses



relations avec les héritiers du régime nazi (ici, le sinistre docteur Mengele et ses expériences sur les jumeaux). Heureusement « Bolita » a, dans le bidonville, un ami, surtout obsédé sexuel par ailleurs mais flic à la « Bonaerense » (police corrompue). Pourra-t-il lui donner un coup de main quand il sera confronté à la luxure des beaux quartiers ?

Une peinture sociologique de l'Argentine contemporaine

Les auteurs décrivent dans le moindre détail les rues du bidonville, croquent l'intérieur des « chabolas » et le destin de leurs

habitantEs. Par exemple, le frère de Raula, la tante de Rosmery, qui était militant de gauche et a disparu pendant la dictature militaire, ou d'autres qui vivent du trafic du « Paco » (résidu du processus de fabrication de la cocaïne). Carlos Trillo dépeint une Argentine où l'humain est considéré comme un produit. Les pauvres, dont les immigrés bolivienEs, vivent au jour le jour d'emplois précaires. Ils doivent faire de longs trajets en bus pour gagner les quartiers du nord de la capitale aux riches façades. Dans le quartier huppé où Rosmery vient faire le ménage, elle n'est que la

« Bolita », la petite Bolivienne que les patrons ne regardent même pas. Et elle non plus n'est pas supposée les regarder et doit baisser les yeux. Sauf que Rosmery est une jeune femme « empoderada » (qui décide de son destin) tout à fait en phase avec le puissant mouvement féministe argentin qui commence à se dessiner en 2011. Les auteurs s'amuse à opposer la représentation du corps idéal imposé et le corps réel des « Porteños ». Les turpitudes et magouilles bien malsaines des riches propriétaires, en lien avec l'Église et ce qui reste de la junte militaire (« los milicos ») y sont aussi largement dénoncées.

Un grand cru de la BD argentine

L'intrigue n'est pas moralisatrice pour un sou, à l'image de la vie privée du flic. L'obstination de l'héroïne à se cultiver et à découvrir ce qui lui est caché ou interdit est fascinante comme l'araignée dans sa toile qui hante le haut de l'escalier de la maison bourgeoise que « Bolita » n'a pu s'empêcher de repérer, alors que tout s'agite autour d'elle et que sa vie est en danger. Avec ses aplats noir et blanc puissants, géométriques, à la fois hyper-cadrés et libres où filtre la lumière argentine, Eduardo Risso nous rappelle quel dessinateur fantastique il est. Tout est juste et à sa place, tant au niveau du dessin que des dialogues, dans cette BD qui nous permet de savourer cet argentin populaire où se mêlent l'espagnol, l'italien et le quechua². Un grand cru de la BD argentine, un grand cru de la BD, tout court.

Sylvain Chardon

1 – « Fierro » pour Martin Fierro, héros légendaire d'un long poème épique argentin de la lutte contre l'injustice sociale à la fin du 19^e siècle.

2 – L'ouvrage met à disposition un petit lexique illustré sur la langue et la cuisine des bidonvilles argentins.

Musique

Saisons, de TESSÆ

Janvier 2021, Belem Music - Turenne Music.

Saisons, de la jeune chanteuse TESSÆ, vient de sortir. Nous étions nombreux et nombreuses à l'attendre, tant les EP sortis ces derniers mois (Printemps/Été/Automne/Hiver), par leurs rythmes, leur musicalité, leurs punchlines, nous avaient fait danser/bouger/vibrer de la tête aux pieds.



« J'ai abonnement espoir, forfait illimité »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas un rendez-vous manqué. On retrouve le ton et la force des EP sans jamais savoir ce qui nous attend le titre d'après. L'album est réfractaire aux catégories musicales, il ne saurait s'inscrire dans une et une seule. On dira peut-être : hip-hop ou rap ou pop ou encore variété française. TESSÆ puise à de nombreuses sources, passe par plusieurs genres. Il y a bien sûr cet amour du rythme sautant, la présence régulière de lignes mélodiques puissantes, sa voix, particulièrement belle, mais chaque chanson est singulière.

On dit parfois de certains albums qu'ils sont un voyage, que d'une piste à l'autre on avance. Ici chaque chanson, ou presque, est un nouveau départ. La chanteuse nous parle de sa vie, du monde autour d'elle, de ce que c'est que d'être une femme de 19 ans aujourd'hui dans ce monde, des rapports qu'elle entretient avec ce monde, de la violence quotidienne, de la joie aussi, car il se dégage, une fois l'album traversé, une puissance, une force solaire, ni triste ni résignée : « Tu croyais qu'allais me lamenter pour l'éternité / Mais j'ai abonnement espoir, forfait illimité. »

La sortie de cet album vient rappeler aussi la vivacité d'une très jeune scène musicale féminine, que l'on pourrait classer – s'il fallait classer – quelque part entre le rap et le hip-hop : TESSÆ, Lous and The Yakuza, Camille Esteban, Tessa B., pour celles dont on a écouté et réécouté les chansons, mais il y en a très certainement de nombreuses autres. Heureusement.

Sam

Essai

Au royaume de la CGT, de Jean-Bernard Gervais

Éditions Michalon, 288 pages, 19 euros.

Jean-Bernard Gervais, fort de son engagement syndical et de ses compétences en matière journalistique, décide en 2017 de se faire embaucher au service communication de la CGT, espérant ainsi être au cœur de l'activité de la confédération et de son secrétaire général Philippe Martinez.

Incompétence et défense des intérêts de boutique

Il va rapidement de désillusions en désillusions dans un milieu où se mélangent incompétence et défense des intérêts de boutique, voire personnels. Son récit illustre, parfois avec férocité, les dérives bureaucratiques qui sont le quotidien au sommet de l'appareil CGT. Les affichages antisexistes, antiracistes, parfois difficilement partagés par l'ensemble des militantEs, ne traversent en tout cas manifestement pas la totalité du corps militant constitué par les 200 personnes dont 50 conseillers et cinq cadres qui travaillent au siège de la confédération, à Montreuil. Le droit du travail, les droits des salariéEs y sont tout aussi malmenés que dans



une entreprise ordinaire. Au total, une désorganisation du travail et une ambiance qui contribuent, à leur mesure, aux difficultés de la confédération dans sa capacité à mobiliser contre les politiques patronales et gouvernementales. Des mimétismes du fonctionnement des grandes entreprises ou de l'appareil d'État qui relèvent d'une

certaine adaptation aux objectifs et aux pratiques des uns et des autres. Ces constats pourraient s'étendre largement au-delà du bâtiment confédéral. Dans de nombre de fédérations, d'unions départementales, d'unions locales voire dans de grands syndicats, les dérives politiques, les dérapages comportementaux mettent en grande difficulté la grande majorité des militantEs qui considèrent que la CGT reste le meilleur instrument de lutte contre le capitalisme d'aujourd'hui.

Un livre qui joue son rôle

Le rôle et les motivations de Martinez sont maladroitement placés au centre du livre (dont le titre lui-même n'éclaire pas sur son contenu) par son sous-titre (« *La résistible ascension de Philippe Martinez* »). Son arrivée au sommet de l'appareil est principalement due à sa capacité à préserver les équilibres instables entre les différents appareils fédéraux, départementaux, les différents courants politiques (le plus souvent encore issus du PCF) plus ou moins déstalinisés où l'anti-gauchisme le dispute souvent à l'anti-réformisme

à la mode CFDT ou Parti socialiste. Ce qui n'invalide pas totalement les dimensions personnelles évoquées par Jean-Baptiste Gervais.

D'autres thèmes comme la place du syndicalisme cadre (UGICT-CGT) dans les orientations de la confédération ou la « responsabilité » de la CGT dans les échecs des différentes mobilisations des dernières années mériteraient d'être plus amplement documentés et discutés.

Au total, un livre qui peut agacer par l'utilisation de pseudonymes qui ne seront décryptés que par les « fins connaisseurs » (comme on dit dans *le Monde*) de la CGT, quelques caractérisations psychophysique peu amènes notamment de femmes (psychorigide...) ou l'abus d'utilisation des surnoms de Martinez. Mais un livre qui joue son rôle dans la mise dans le domaine public de pratiques, de fonctionnements qui n'ont rien à voir avec ce qu'on pourrait attendre d'une organisation supposée porter, encourager les mobilisations des salariéEs dans leurs diversités sociale, de genre, géographique, politique.

Robert Pelletier

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi : 12 h – 20 h

RAPPORT STORA SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

Un historien au service de Macron

Au moment où le gouvernement fait voter sa loi contre le « séparatisme » destinée, en particulier, à stigmatiser un peu plus une partie de la population de ce pays – les musulmanEs ou supposés telLes –, Macron a demandé à un historien bien connu et spécialiste de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora, un rapport pour étudier les pistes d'une possible « réconciliation mémorielle » entre la France et l'Algérie.

Cent cinquante pages de compilation savante où tout est dit, mais rien n'est dit sur l'essentiel : la colonisation pendant 132 ans par l'impérialisme français, au terme de laquelle ce dernier a subi une humiliante défaite, n'a été qu'une suite de massacres, de tortures et de déportations de populations au nom de la grandeur de la civilisation française. Bref une suite de crimes contre l'humanité. Mais avant même que ce rapport ne soit publié, l'Élysée a fait savoir qu'il n'y aura ni excuses ni « repentance » ! Seulement des gestes symboliques qui n'engagent à rien et surtout pas à s'attirer les foudres des réactionnaires de tous bords, des nostalgiques de l'Algérie française et tout particulièrement de l'extrême droite.

Pas de « mémoire commune » entre bourreaux et victimes !

Avec une fausse naïveté de courtisan du prince, Benjamin Stora, qui n'ignore rien de cette histoire puisqu'il a lui-même contribué, dans le passé, à sortir de l'ombre certains de ces crimes, laisse entendre qu'il y aurait une place possible pour une « mémoire commune » et consensuelle de cette sombre période entre les bourreaux et les victimes ! Une opinion partagée y compris par une certaine gauche, notamment par Alexis Corbière, un des chefs de file du Parti de gauche, interviewé à propos du rapport Stora : « Il faut créer les conditions d'un dialogue apaisé avec l'Algérie. C'est une colonisation très particulière avec 130 ans d'histoire commune [...] ». Il ne faut pas considérer que la République est le masque d'une vision colonisatrice » (Le Monde, 21 janvier 2021).

En fait, le rapport Stora est un « solde de tout compte » pour tous les crimes de l'impérialisme français. Macron se situe dans la lignée de ses prédécesseurs dont Stora salue, avec la fausse candeur d'un « monsieur bons offices » qui traverse son rapport de circonstance, les tentatives avortées d'ouvrir la voie d'un « dialogue franco-algérien », le candidat Macron allant jusqu'à parler – à Alger ! – de « crimes contre l'humanité » pour se dédire prudemment en rentrant à Paris. Ces serviteurs loyaux de l'impérialisme français se sont payés de mots en parlant, au mieux, des « fautes » commises par l'État français en Algérie à un moment de leur quinquennat pour des intérêts principalement diplomatiques et économiques. Et ce, sans pour autant reconnaître vraiment la nature de ces « fautes » et tout en continuant à réserver en France un traitement raciste de citoyenEs de seconde zone aux descendantEs des victimes des guerres coloniales, leur imposant dans les quartiers populaires une répression policière et judiciaire bien inspirée du « temps des colonies ».

En fait, ce coup de communication macroniste sonne comme une réponse cynique, non seulement aux mobilisations de la jeunesse des quartiers populaires pour réclamer plus de justice contre les violences policières et au mouvement



DR

décolonial pour le déboulonnement des statues des bourreaux de la colonisation, qu'on a connu en France ces derniers mois, mais également aux immenses manifestations populaires de 2019 en Algérie qui ont exprimé une volonté de reprendre le fil de leur histoire pour une véritable indépendance et de demander des comptes à ceux qui leur ont volé cette révolution. En s'appuyant sur la notoriété scientifique d'un historien reconnu, cette entreprise de mystification et de tentative de réécrire le « roman national » de la grandeur magnanime de la France, qui tend la main à ses victimes, est un signal pour exiger « la fin de la récréation » adressée justement à celles et ceux qui se battent pour la vérité et la justice – ces jeunes, pour la plupart descendantEs des victimes du colonialisme français. Un combat légitime que Stora tente de déconsidérer du haut de sa chaire et de sa morgue universitaires : « À l'heure de la compétition victimaire et de la reconstruction de récits fantasmés, on verra que la liberté d'esprit et le travail historique sont des contre-feux nécessaires aux incendies de mémoires enflammées, surtout dans la jeunesse. »

Colonialisme : des crimes contre l'humanité !

Ni excuses ni « repentance » dit Macron. Mais soixante ans après la fin de cette sale guerre, les victimes de la colonisation, AlgérienEs mais aussi FrançaisEs d'Algérie et de Métropole qui ont subi et se sont battus contre cette barbarie, n'ont besoin ni de l'une ni de l'autre, mais de justice et de vérité : c'est-à-dire la reconnaissance définitive qu'il s'agit bien là de crimes contre l'humanité perpétrés pendant 132 ans, et qu'ils l'ont été afin de défendre les intérêts de l'impérialisme français, de la II^e à la V^e République. Un système colonialiste et raciste qui persiste encore, sous d'autres formes, dans les territoires et départements dits « d'outre-mer ». Et qui connaît son prolongement dans le racisme d'État d'aujourd'hui à l'encontre des populations racisées. Oui, il faut que les archives des deux pays soient largement accessibles pour que les premierEs concernésEs et leurs héritierEs, et pas seulement les chercheurEs, se réapproprient leur histoire. Mais après des années de censure, la vérité même partielle a déjà éclaté au grand jour, grâce à des militantEs

qui en France et en Algérie, certes peu nombreux, ont pris leur défense, des intellectuelEs connus comme Maurice Audin ou Gisèle Halimi mais aussi des femmes et des hommes de l'ombre, « porteurs de valises » du FLN, au péril de leur vie, et des militantEs comme Fernand Yveton, du Parti communiste algérien, « pied-noir » ayant choisi le camp de l'indépendance, condamné à mort et exécuté alors que le ministre de la Justice de la IV^e République, farouchement hostile à cette indépendance – tout comme la social-démocratie d'alors –, était un certain François Mitterrand.

Justice et vérité !
Mais cette conquête de la justice et de la vérité n'a rien à voir ni avec la « paix des cimetières » ni avec une soi-disant « réconciliation mémorielle » invoquée par Macron. Et les blessures ne se refermeront pas tant que les choses ne seront pas dites. Mais elles ne seront pas dites par Macron et autres serviteurs des intérêts de l'impérialisme français qui n'accepteront aucune vérité qui jetterait une ombre sur son prestige, sa légitimité et ses intérêts ! L'histoire n'est pas neutre et elle peut être utilisée et détournée comme support à leur propre « roman national » par tous les gouvernements pour leurs propres intérêts. C'est à toutEs les opprimésEs et les victimes du colonialisme et de l'impérialisme des deux côtés de la Méditerranée d'écrire la leur, en se réappropriant les leçons des résistances du passé. La bataille mémorielle est un combat vivant qui fait partie de la lutte des opprimés pour la justice et la dignité. Elle est un enjeu crucial pour continuer le combat pour une société plus juste, débarrassée de la barbarie capitaliste et impérialiste.

Josie Boucher

L'image de la semaine



Vu ailleurs

8 FÉVRIER 1962 : 9 MORTS AU MÉTRO CHARONNE.

Il était 19h35. À 19h30, comme convenu par les organisateurs, trois cortèges qui venaient de fusionner d'une part place Léon-Blum (ex-Voltaire), d'autre part au carrefour Voltaire-Charonne, avaient stoppé leur marche en direction de la Nation. Juchés sur des épaules, deux orateurs, les mains en porte-voix, lisaient une proclamation invitant la foule à se disperser. [...]

Alors que la foule commençait à se disloquer aux abords du carrefour Voltaire-Charonne, l'un des barrages s'anima et le détachement, armé de longs bâtons noirs connus sous le nom de « bidules », se mit à progresser d'abord à pas lents. [...] La formation policière n'était plus qu'à une trentaine de mètres quand, sans préavis, elle prit le pas de course, et se rua sur le rassemblement. [...] Il se produisit un recul qui se propagea comme une onde de choc dans le gros de la foule. [...]

Dans cette masse humaine, qui obstruait la bouche du métro, il y avait M. Bouret, le responsable CFTC. Voici ce qu'il a vu : « Les gens qui refluaient, voyant s'ouvrir devant eux la bouche du métro Charonne s'y étaient engouffrés avec une telle précipitation que les premiers trébuchèrent au bas des marches, écrasés aussitôt par ceux qui se pressaient derrière eux, si bien que tous tombèrent les uns sur les autres le long de l'escalier, comme un château de cartes. Les premiers se trouvaient enfouis sous quinze couches humaines. Le gros de la charge de police poursuivait son chemin dans le boulevard Voltaire, mais un groupe de forces de l'ordre, voyant le spectacle de la bouche de métro, entoura l'entrée et se mit alors à frapper les derniers manifestants qui, au sommet du tas, cherchaient encore à s'y infiltrer pour échapper aux coups. Les corps des gens assommés furent lancés par-dessus les rambarde, puis les agents jetèrent sur nous une table de café et trois sections de fonte arrachées aux grilles de protection des arbres. » [...]

Le comportement des compagnies de district dépend du climat psychologique et politique créé par l'encadrement, soit en permanence à l'état latent, soit à l'occasion d'une action dans laquelle elles sont engagées. [...] Le magistrat instructeur n'aura aucune difficulté à identifier celui ou ceux des 6 officiers de paix et des deux officiers de paix principaux de la compagnie engagée, qui ont interprété – comme un appel au meurtre – la consigne transmise par le « patron » : « Maintenant vous pouvez y aller, il ne reste plus que les cocos et le PSU. »

Philippe Grumbach, « Le massacre de Charonne », L'Express, 15 février 1962.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org